dodis.ch/34580

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

P R O C E S - V E R B A L

de la

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1971

(mercredi 1er - samedi 4 septembre)

Dodis

dodis.ch/34580

TABLE DES MATIERES

A. Population étrangère p. 1

B. Questions monétaires p. 12

C. Le glissement du centre de gravité des affaires mondiales de l'Europe vers l'Asie p. 19

D. Intégration européenne p. 29

E. Affaires administratives p. 61

F. Crise intérieure aux Etats-Unis p. 67

G. Crise intérieure en Europe p. 75

H. Problèmes de sécurité et de désarmement p. 91

Annexes

I. Exposé de M. l'Ambassadeur Grübel - "Le problème des salariés étrangers en Suisse"

II. Exposé de M. le Directeur Naeder - "La population étrangère en Suisse"

III. Exposé de M. l'Ambassadeur Stopper - "Problèmes monétaires - document de base"

IV. Exposé de M. l'Ambassadeur Stopper - "Problèmes monétaires - considérations faites verbalement"

V. Exposé de M. le Conseiller fédéral Graber - "Le glissement du centre de gravité des affaires mondiales de l'Europe vers l'Asie - I. - La Chine, les Etats-Unis et l'URSS"

VI. Exposé de M. le Conseiller fédéral Graber - "Le glissement du centre de gravité des affaires mondiales de l'Europe vers l'Asie - II. - Inde et Japon"

VII. Exposé de M. l'Ambassadeur Janner - "Problèmes administratifs"

VIII. Exposé de M. le Conseiller fédéral Graber - "Problèmes de sécurité et de désarmement"

dodis.ch/34580

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1971

Séance plénière du mercredi
1er septembre 1971 - 09.00 h.

PROBLEMES INTERIEURS SUISSES

POPULATION ETRANGERE

Exposés de Monsieur l'Ambassadeur A. Grübel, directeur de l'OFIAMT et de Monsieur E. Mäder, directeur de la police fédérale des étrangers, suivis d'une discussion générale

M. le Conseiller fédéral Graber ouvre la séance, salue les participants ainsi que M. l'Ambassadeur Grübel et M. Mäder et les remercie d'avoir bien voulu préparer un exposé à l'intention des chefs de mission sur le problème important et délicat de la population étrangère.

Nous devons prendre congé de trois ambassadeurs atteints par la limite d'âge, MM. Escher, Maurice et Keel qui ont quitté ou quitteront le service de la Confédération cette année.

Au cours de leur carrière consacrée à l'Etat, les ambassadeurs Escher et Keel ont vécu la période difficile de la dernière guerre. Ils ont eu l'occasion de montrer dans des circonstances et des situations très pénibles leur dévouement total à la chose publique et leur sens du devoir. M. Escher, appelé en 1948 par le Comité International de la Croix-Rouge aux fonctions de Commissaire pour l'aide aux réfugiés en Palestine, s'employa avec succès à l'accomplissement de cette tâche humanitaire combien délicate dans le climat explosif qui y régnait déjà alors. En 1954, le Conseil fédéral le désigna comme chef de la délégation suisse dans la Commission des nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée; il fut le premier diplomate à exercer cette charge, confiée à la fin du conflit en 1953 à des officiers généraux de notre armée.

dodis.ch/34580

Ingénieur chimiste, Dr es sciences, spécialisé en minéralogie, M. Maurice entra plus tard dans notre service diplomatique après une activité fructueuse comme géologue au sein de l'Union minière du Haut-Katanga dans l'ex-Congo belge. Seul scientifique de la carrière, M. Maurice accomplit avec succès nombre de missions diplomatiques où à l'instar de son activité de géologue, il montra que l'art de procéder à des sondages en terrains difficiles n'avait pas de secrets pour lui. Sa connaissance parfaite du Congo, où il avait également travaillé comme délégué pour le CICR fut des plus utiles lors de sa mission à Bruxelles en 1960, alors que la Belgique s'apprêtait à accorder l'indépendance à sa colonie africaine.

Avec M. Keel, c'est un philologue que nous perdons qui mit au service du pays, notamment lorsqu'il prit la direction du service d'information et presse à la fin de la guerre, ses talents linguistiques, son sens diplomatique et sa parfaite connaissance du Parlement.

Il me plaît à reconnaître chez MM. Escher, Maurice et Keel un trait commun, qui n'est pas sans rappeler celui des hauts serviteurs de l'antique république de Rome : une nombreuse famille à qui, j'en suis persuadé, ils ont transmis les qualités que nous avons reconnues en eux. Je forme le voeu, tant soit peu intéressé, qu'ils encouragent l'un ou l'autre de leurs enfants à suivre leurs traces en soulignant que c'est déjà chose faite pour M. Maurice, dont un des cinq enfants a rejoint la Carrière.

J'aimerais ici, au nom du Conseil fédéral et en mon nom personnel, exprimer à ces trois personnalités le regret que nous avons de les voir nous quitter ainsi que notre profonde gratitude pour le dévouement dont elles ont si longuement apporté la preuve.

La parole est donnée à M. l'Ambassadeur Grübel.

dodis.ch/34580

Herr Botschafter Grübel : Das Problem der erwerbstätigen Ausländer in der Schweiz (Text siehe separate Beilage).

Herr Direktor Mäder : Die ausländische Wohnbevölkerung in der Schweiz (Text siehe separate Beilage).

Herr Botschafter Schnyder :

Es folgen drei Bemerkungen aus der Perspektive der schweizerischen Botschaft in Washington.

1. Der Sprechende dankt für die Informationen über ein komplexes und schwieriges Problem, das, wenn nicht andere fremde Probleme die Aufmerksamkeit der Oeffentlichkeit in Anspruch nehmen, auch auf der andern Seite des Atlantiks einige Beachtung gefunden hat.
   Es ist dabei nicht nur wichtig, was man schweizerischerseits tut, sondern auch wie es getan wird, und es ist sehr wichtig, dass man versucht, bei der Durchführung dieser zwangsläufig einschränkenden Massnahmen das Ansehen der Schweiz möglichst hochzuhalten. Der Sprechende ist überzeugt davon, dass dies ein Anliegen ist, dessen sich die Eidg. Fremdenpolizei dauernd bewusst ist.

2. Es ist offensichtlich, dass ein sehr tiefgehender Zusammenhang zwischen diesen fremdenpolizeilichen Problemen und der ganzen Wirtschaftsproblematik besteht.
   Es ist zu hoffen, dass konjunkturpolitische und andere Massnahmen vielleicht helfen werden, unsere Abhängigkeit von den Fremdarbeitern mit der Zeit etwas einzuschränken, insbesondere auch vielleicht die Tendenz unserer Wirtschaft, die industrielle Produktion auch ausserhalb der Schweiz zu fördern.

dodis.ch/34580

3. Der wichtigste Punkt ist das vitale Interesse, das die Schweiz hat, eine möglichst freiheitliche Politik zu führen, mindestens im Bereich eines gehobenen Personenaustausches. Es ist offensichtlich, dass unsere ganze kulturelle, wirtschaftliche, technische und wissenschaftliche Entwicklung davon abhängt, dass wir einen möglichst freien Verkehr mit dem Ausland pflegen können.
Der Berater des Wissenschaftsdienstes im Weissen Haus hat erwähnt, dass auch ein sehr fortschrittliches Land, wie z.B. Amerika, Personen braucht, die von Amerika im Ausland und vom Ausland in Amerika dieses Wissen vermitteln, das die USA brauchen, um auf allen Gebieten mitzukommen. Dieses Postulat ist natürlich für die Schweiz erst recht bedeutungsvoll.
In diesem Zusammenhang wird Herrn Botschafter Grübel Anerkennung gezollt, der auf Anregungen und Hinweise in dieser Richtung, die von der schweizerischen Botschaft in Washington ausgingen, sehr positiv reagiert hat.

M. l'Ambassadeur de Rham :

L'Italie est évidemment préoccupée par ce problème. Si la malheureuse affaire Zardini, exploitée par la presse et les syndicats avait quelque peu assombri nos relations avec l'Italie, la récente entrevue entre MM. Graber et Moro a permis d'harmoniser les rapports officiels italo-suisses. De plus, l'Italie est confrontée avec d'autres problèmes intérieurs qui font passer ce contentieux au second plan. Le danger subsiste cependant qu'un nouvel incident, exploité par la presse, trouble à nouveau nos relations avec l'Italie.
Le fait d'avoir lié le problème des ouvriers italiens avec nos négociations à Bruxelles, a été une procédure excellente et très habile qui a surpris notre interlocuteur et a démontré à l'opinion publique italienne que

dodis.ch/34580

nous n'avons pas peur d'affronter le problème.
Un autre argument qui joue en notre faveur est la crainte qu'a l'Italie de voir ses émigrés remplacés par d'autres travailleurs étrangers (yougoslaves, turcs..). Ainsi, un Ministre italien plaidait récemment la cause de ses compatriotes en soulignant les affinités qui unissent la Suisse et l'Italie. Ce souci nous accorde une certaine marge de manoeuvre. Il serait cependant dangereux pour nous de créer d'autres minorités encore plus étrangères que les colonies italiennes.

Dans nos prochaines négociations avec le Gouvernement italien, on devrait adopter une tactique plus souple, éviter de citer et d'exiger des points trop précis.

Il convient de mentionner encore le problème que pourraient constituer à l'avenir les étrangers non travailleurs; ces derniers, qui souvent sont riches et possèdent de vastes propriétés pourraient susciter la jalousie et l'inquiétude de nos compatriotes. Il serait regrettable de devoir forcer des gens,qu'on avait admis sur notre territoire, à quitter la Suisse. Il convient donc, ici aussi, d'être prudents, quitte à renoncer à l'intérêt fiscal.

M. l'Ambassadeur Wurth :

En ce qui concerne le contentieux italo-suisse, vu dans le cadre de nos négociations avec la CEE, on peut être optimiste, car l'Italie et la Suisse ont un intérêt commun à résoudre ce problème.
Il ne faut cependant pas oublier que le Gouvernement italien, aurait l'appui des autres membres de la CEE, s'il faisait dépendre le résultat de nos négociations avec le Marché Commun de la résolution du "différend" italo-suisse.

En fait, tout sera déterminé par la situation intérieure italienne. Le Gouvernement, certains ministres, vont-ils céder à la pression des syndicats et de l'opinion qui cherchent à faire du chantage ?

dodis.ch/34580

Herr Botschafter Stadelhofer :

Der Sprechende greift das Problem der Jahresaufenthalter aus entfernten Ländern auf.
Bei der Schweizerischen Botschaft in Tokio melden sich jedes Jahr 60 bis 80 Interessenten, die für ein bis zwei Jahre zu Ausbildungszwecken in die Schweiz kommen möchten. Sie wollen ihr Land nicht verlassen, weil sie dort keine genügend gut bezahlte Arbeit kriegen. Vielmehr möchten sie nach der Schweiz kommen, weil unser Land in Japan populär ist und in vielen Belangen als Beispiel angesehen wird.
Unter diesen 80 Interessenten befinden sich 60, die zur Ausbildung in Touristik vor allem in die französische Schweiz gehen wollen, und etwa 20, bei denen es sich um junge japanische Mitarbeiter schweizerischer Firmen handelt, die später für höhere Stellen vorgesehen sind und in der Schweiz ausgebildet werden sollten. Wenn wir, wie das bis jetzt in der Vergangenheit geschehen ist, die meisten dieser Fälle negativ behandeln müssen, dann gibt es in Japan eine Bewegung, die sich fragt : "Was geschieht in der Schweiz ?". Der Hinweis, dass wir Interessenten aus entfernten Ländern nicht zulassen, wird nicht verstanden, wenn wir sagen, die Rückreisekosten seien zu teuer, wenn die Japaner uns gleichzeitig sagen, dass sie das Geld schon erspart oder sonst zur Verfügung haben. Man vermutet dann in Tokio, dass für die Nichtzulassung die andere Rasse der Japaner eine Rolle spiele. Bei allen diesen Japanern besteht kaum die Gefahr, dass sie in der Schweiz bleiben werden. Viele sind verheiratet und liessen zudem Frau und Kinder in Japan zurück. Beim Aufenthalt in der Schweiz würde es sich sozusagen ausschliesslich um Weiterbildung handeln.
Es zeichnen sich bereits Schwierigkeiten in Bezug auf die Erteilung von Aufenthalts-und Arbeitsbewilligungen für Schweizer Bürger in Japan ab. Diese Sachlage läuft Gefahr,

dodis.ch/34580

zum einzigen politischen Problem in den bilateralen Beziehungen zu werden.
Es fragt sich, ob nicht der Abschluss einer Art Stagiaire-Abkommen die geeignete Lösung wäre. Wir dürfen nicht übersehen, dass, wenn wir keine angemessene Lösung finden, unser Prestige bald erheblich Schaden leiden kann.

Herr Botschafter Diez :

Wie komplex die Frage der Fremdarbeiter ist, zeigt sich daran, dass gegenwärtig die Möglichkeit der Unterzeichnung des Abkommens gegen die Rassendiskriminierung auch unter diesem Gesichtspunkt geprüft wird. Hier kommt unter anderem die Frage, die Herr Stadelhofer aufgeworfen hat, zur Beurteilung, nämlich, ob nicht die restriktive Fremdarbeiterpolitik gegen diese Konvention verstossen würde.
Man könnte also dadurch nicht nur bei der Integration, sondern in weltweitem Rahmen auf Schwierigkeiten stossen, betreffe dies nun beispielsweise Japan oder auch die Maghreb-Staaten.

Herr Botschafter Escher :

Herr Mäder hat zu Recht auf die Bedeutung der Anpassungsfähigkeit und der Assimilierungsmöglichkeit der Fremdarbeiter hingewiesen. Betreffend diesen Gesichtspunkt, betrachtet unter dem Aspekt der Diversifizierung, ist der Sprechende etwas positiver eingestellt.
Viele Schwierigkeiten hängen hier damit zusammen, sowohl innen- wie aussenpolitisch, dass wir diese grosse Massierung von Fremdarbeitern aus einem Land - nämlich Italien - und aus zwei bis drei Ländern wie Spanien haben. Je grösser die Diversifizierung wäre, desto kleiner wäre auch die Anzahl der Angehörigen aus einem Land. Wahrscheinlich wäre dadurch die Assimilierungswilligkeit der Fremden grösser, als wenn sie in grossen Mengen gemeinsam leben, und gleichzeitig glaubt der Sprechende, dass die Antipathie auf innenpolitischem Gebiet gegen die Fremdarbeiter

dodis.ch/34580

geringer würde, wenn sie nicht in zu grossen Massen auftreten würden.
Die Ueberlegung, dass, wenn wir aus mehreren Ländern grössere Fremdarbeitermengen haben, wir mit mehreren Regierungen verhandeln müssten, ist natürlich richtig, bedeutet aber auf der anderen Seite auch eine gewisse Stärkung unserer taktischen Position einzelnen Ländern gegenüber.

Monsieur l'Ambassadeur Gagnebin :

Combien y a-t-il d'étrangers qui travaillent en Suisse sans autorisation ?

Monsieur l'Ambassadeur Marcionelli :

Il faudrait, pour résoudre ce problème, faciliter la procédure de naturalisation, ce qui permettrait aux Italiens qui ont un grand pouvoir d'assimilation, de devenir plus rapidement Suisses, et simultanément accroître la proportion turque de notre main-d'oeuvre étrangère. Car ces derniers ne s'assimileront jamais, et nous sommes certains qu'ils retourneront chez eux.

Herr Botschafter Grübel :

Der Sprechende geht vor allem auf zwei Fragen ein.

1. Diversifizierung, d.h. die grössere Aufteilung der Fremdarbeiter auf verschiedene Nationalitäten
   Wenn wir eine Verständigung mit Italien und der EWG suchen, müssen wir die Vortrittsbehandlung, die die Italiener heute geniessen, beibehalten. Sie haben zwar die Vergünstigung, die wir Jugoslawien mit der Erhöhung der Jugoslawien-Saisonarbeiter-Quote gewährt haben, rasch und richtig verstanden. Trotzdem können wir nicht zu weit gehen, denn wir können ja nicht gleichzeitig eine Annäherung an die EWG anstreben und die Italiener vor den Kopf stossen. Wenn uns allerdings die Italiener wegen dieses Problems die Annäherung an die EWG verunmöglichen wollten, dann könnte man bewusst mehr diversifizieren, auf keinen Fall aber vorher.

dodis.ch/34580

Zum Glück sind nun aber die Italiener in der Schweiz so starke Individualisten, dass es schwierig ist, sie gegen die Schweiz zu mobilisieren, wodurch natürlich schon eine grosse Gefahr an Aktualität verliert.

2. Herr Botschafter Wurth ist auf eine Frage eingegangen, die ihn beunruhigt. Es betrifft dies das Dokument der EWG, in dem das oben erwähnte Problem auch aufgeworfen wurde. Es ist dort ein Punkt enthalten, den die Italiener in den bilateralen Verhandlungen, die vorangingen, nicht aufgestellt hatten. Im Dokument ist angedeutet, dass die Schweiz Niederlassungsverträge abgeschlossen habe, welche die Niederlassung unterschiedlich regeln. Für die Staatsangehörigen z.B. gewisser EWG-Staaten dauere es 5 Jahre bis zum Erhalt der Niederlassung, für italienische Staatsangehörige aber 10 Jahre. Aus dem Dokument ist zu erkennen, dass man auf eine einheitliche Frist von 5 Jahren hinstrebt. Wenn dieses Postulat verwirklicht werden sollte, würde dies bedeuten, dass sofort etwa 200.000 Ausländer die Niederlassung erhielten. Das wäre gefährlich, weil dies auf die Anhänger und Sympathisanten von Volk und Heimat und Schwarzenbach wie ein rotes Tuch wirken würde und ihnen vermehrt Anlass gäbe, aktiv zu werden und der Regierung Schwierigkeiten zu bereiten.

Monsieur l'Ambassadeur Wurth :

Si dans son rapport, la Commission fait état de la différence de traitement, nous avons le sentiment que l'idée n'est pas venue d'Italie, mais de la Commission elle-même.

Herr Direktor Mäder :

Herr Botschafter de Rham hat das Problem der Zulassung von Ausländern zur erwerbslosen Wohnsitznahme aufgeworfen. Diese Frage hat besonders im Zusammenhang mit der wirtschaftlicher Expansion an Bedeutung gewonnen. Ein Zuwanderungsdruck ist vor allem zu verspüren, seit Bürger der Bundesrepublik

dodis.ch/34580

Deutschland infolge der dortigen grösseren steuerlichen Belastung in der Schweiz Wohnsitz nehmen wollen.
Zwar kann man verstehen, dass einzelne Kantone und Gemeinden an solchen Personen interessiert sind. Wir müssen aber eine feste Linie einhalten. Es geht nicht an, dass man einerseits durch die Beschränkung der Zulassung der Fremdarbeiter der Witschaft grosse Opfer auferlegt, andererseits aber auf dem Sektor der nicht erwerbstätigen Ausländer eine largere Praxis einführt.
Es soll jetzt noch auf die von Herrn Botschafter Gagnebin aufgeworfene Frage der illegal in der Schweiz arbeitenden Ausländer eingegangen werden.
Die Zahl dieser Arbeiter hat besonders im Laufe dieses Jahres sehr stark zugenommen, vor allem in der Hotellerie, im Gast-und Baugewerbe. Angeblich arbeiten heute allein im Kanton Basel-Stadt 800 Türken illegal.
Solche Zustände können nicht geduldet werden. Andernfalls würde das Vertrauen in die Behörden sehr leiden, und den Anhängern von Volk und Heimat und Schwarzenbach wäre neuer Zündstoff geliefert; und der Annahme einer dritten Ueberfremdungsinitiative stünde voraussichtlich nichts mehr im Wege.
Darum müssen sich die Behörden dafür einsetzen, dass illegal arbeitende Ausländer ausgewiesen und die fehlbaren Arbeitgeber mit Busse und Verbot zur Beschäftigung von unter die entsprechenden Bestimmungen fallenden ausländischen Arbeitskräften bestraft werden.
Es sei nun noch auf die Frage der erleichterten Einbürgerung zurückzukommen. Es sei auch die Auffassung des Bundesrates sowie des Sprechenden, dass man es vor allem der zweiten Generation der Ausländer erleichtern sollte, sich in der Schweiz einbürgern zu können. Zu diesem Zwecke wäre es notwendig, das Bürgerrechtsgesetz in dem Sinne abzuändern, dass diese Jugendlichen unter erleichterten Bedingungen ins Schweizer Bürgerrecht aufgenommen werden könnten. Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement hat schon

dodis.ch/34580

zu drei Malen in dieser Angelegenheit einen Appel an die Kantone gerichtet, ist dabei aber auf keine "Gegenliebe" gestossen. Die Kantone und besonders die Gemeinden haben eine sehr negative Einstellung gegenüber einer erleichterten Einbürgerung.

Auch an die Ausübung von Zwang in dieser Angelegenheit ist nicht zu denken. Es wird in den nächsten Jahren notwendig sein, besonders mit Hilfe der dafür eingesetzten Konsultativ-Kommission und der in den Kantonen bestehenden Betreuungsorganisationen, das Schweizer Volk zu beeinflussen, um eine allgemeine Gesinnungsänderung in dieser Angelegenheit herbeiführen zu können.
Die Einbürgerungen werden aber sicher zunehmen, und es wird sich heute eine Entwicklung wie im Jahre 1910 anbahnen, indem sich die Nachkommen ehemaliger Einwanderer zu sesshaften und guten Schweizerbürgern entwickeln werden.
Es bleibt noch die Frage der an einem Schweizer Aufenthalt zu Ausbildungszwecken interessierten Japaner zu beantworten. Generell kann zwar für diese Leute keine largere Handhabung in Frage kommen. Ein Stagiaire-Abkommen wäre aber sehr zu begrüssen, weil dann die Schwierigkeiten mit Japan in dieser Hinsicht behoben wären. Gleichzeitig könnte man gegenüber Angehörigen solcher Staaten, mit denen wir keinen Staatsvertrag haben, abgrenzen. Die Schwierigkeit liegt ja darin, dass wir nicht einem Staat Erleichterungen gewähren können, ohne damit nicht in Konflikt mit anderen Staaten zu gelangen, die mit gleichen Forderungen kommen. Darum muss die Frage des Abschlusses eines Stagiaire-Abkommens sicher in Erwägung gezogen werden.

dodis.ch/34580

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1971

Séance plénière du mercredi
1er septembre 1971 - 11.00h.

Présidence : Monsieur l'Ambassadeur Thalmann

Botschafter Thalmann :

Ich möchte Herrn Präsident Stopper dafür danken, dass er sich die Mühe genommen hat, trotz seiner Ueberlastung auch an der diesjährigen Botschaftertagung teilzunehmen und über die aktuellen Währungsprobleme zu uns zu sprechen. Leider konnte das Grundlagendokument, das er uns im Hinblick auf die letzte Sitzung überlassen hatte, erst heute verteilt werden (es traf beim Departemente am Montag, den 30. August ein). Wir werden es aber in die Dokumentation über die Botschafterkonferenz aufnehmen und Ihnen zustellen.

Präsident Stopper : "Monetäre Probleme" (siehe separate Beilagen)

Botschafter de Keller :

Ich möchte vier Fragen an Herrn Präsident Stopper richten :

1. Hätte die Schweiz eine Abwertung des Dollars unter den gegenwärtigen Umständen vorgezogen ?
2. Wie ist die zukünftige Entwicklung des Goldpreises zu beurteilen ?
3. Wird das Projekt einer Währungsunion der EG (Wernerplan) wegen der gegenwärtigen Währungskrise einen fühlbaren Rückschlag erleiden ?
4. Welches wird das weitere Schicksal der Bretton-Woods-Institutionen sein und warum sind wir noch nicht Mitglied der Institution ?

Präsident Stopper :

Zur ersten Frage möchte ich bemerken, dass wir es begrüsst hätten,

dodis.ch/34580

wenn der Dollar schon vor einiger Zeit abgewertet worden wäre. Dies hätte zur Beseitigung des chronischen amerikanischen Zahlungsbilanzdefizits führen können. Eine solche Abwertung hätte jedoch nach unserm Dafürhalten in aller Stille vorbereitet werden müssen. Gerade das ist aber in den Vereinigten Staaten nicht möglich wegen der bestehenden Zuständigkeitsordnung. Der Kongress hätte sich zur Frage aussprechen müssen, was zweifellos zu einem Riesenspektakel geführt hätte. Die Dollarabwertung hätte überdies wahrscheinlich die Abwertung verschiedener anderer Währungen nach sich gezogen und hätte demzufolge nicht die erhoffte Wirkung gezeitigt.

Wenn wir über den offiziellen Goldpreis sprechen wollen, so haben wir uns folgendes zu vergegenwärtigen : der Goldpreis steht in einem fixierten Verhältnis zu den Währungen, die an das Gold gebunden sind. Aufwertung und Abwertung bedingen eine Neufixierung dieses Verhältnisses. Umgekehrt bedeutet die neue Fixierung des Goldpreises je nachdem Aufwertung oder Abwertung. Die Aenderung des gegenwärtigen Goldpreises dürfte nur dann sinnvoll sein, wenn die Länder sich bereit erklären, zur Golddisziplin zurückzukehren und die Umtauschmöglichkeit ihrer Währung in Gold beizubehalten. Dies gilt insbesondere auch für den amerikanischen Dollar. Das Problem liegt nun aber gerade darin, dass ein Grossteil der Staaten heute kaum noch zu Uebernahme einer derartigen Verpflichtung bereit ist.

Hat die geplante Währungsunion der EG im Zusammenhang mit den jüngsten Ereignissen einen Rückschlag erlitten ? Die Ereignisse haben gezeigt, dass die EG für die Währungsunion noch nicht reif waren. Heute lastet aber auf den EG-Staaten offensichtlich ein Druck, zu vermehrter interner Stabilität zu gelangen und gleichzeitig die gemeinsame Front nach aussen zu verstärken. Es darf gesagt werden, dass die jüngsten Ereignisse diesen Bestrebungen zweifellos Auftrieb gegeben und demzufolge auch den Kooperationswillen im Währungssektor gestärkt haben dürften.

Die Bretton-Woods-Institutionen haben auch für uns infolge der jüngsten Ereignisse erneute Aktualität erlangt. Als Nicht-Mitglied haben wir bisher wohl kaum viel verloren. Für den Beitritt wurden seinerzeit Gründe angeführt, die im Laufe der Zeit wieder durch

dodis.ch/34580

andere substituiert wurden. Einen aktuellen Grund zur Annäherung an diese Institutionen könnte der Umstand sein, dass das bestehende Währungssystem und damit auch die Institutionen selbst wahrscheinlich einer Reform unterzogen werden. Als Mitglied hätten wir dann die Möglichkeit, bei diesen Neuerungen gestaltend mitzuwirken. Bisher war es der Zehnerklub, wo wir mit beratender Stimme mitwirken konnten und auch einen gewissen Einfluss auszuüben vermochte Bei eigentlichen Währungskrisen war es dieses Gremium, das entscheidend in das Geschehen eingreifen konnte.

Botschafter Thalmann :

Ich möchte an das soeben Gesagte anknüpfen und die Frage stellen, warum wir nicht Mitglied des Zehnerklubs sind.

Präsident Stopper :

Als Nicht-Mitglied des Internationalen Währungsfonds können wir auch nicht Mitglied des Zehnerklubs sein. Wir sind diesem gegenüber auch keine formalen Verpflichtungen eingegangen. Wir haben uns lediglich bereit erklärt, bei direkten Stützungsaktionen mitzuwirken.

M. l'Ambassadeur Heimo :

M. le Président Stopper a notamment mentionné dans son exposé, parmi les buts que se sont fixés les USA, les quatre éléments suivants :

1. Réévaluation d'un certain nombre de monnaies;
2. Elargissement des marges de fluctuation;
3. Remplacement des dollars dans les réserves des banques centrales par des Droits de tirage spéciaux;
4. Non-convertibilité du dollar.

Les deux premiers points sont aisément compréhensibles. Les deux derniers, en revanche, si on les considère l'un par rapport à l'autre, ne sont pas tout à fait clairs. Les Droits de tirage spéciaux sont en effet liés au dollar qui, jusqu'à la crise, avait lui-même un point d'attache : l'or. Dès l'instant que la convertibilité de la monnaie américaine en or est supprimée, on peut se demander sur quelle base reposera l'ensemble du système des Droits de tirage spéciaux.

dodis.ch/34580

Präsident Stopper :

Ich habe mich offenbar nicht genügend klar ausgedrückt, sodass in der Frage der Ziehungsrechte und der Konvertibilität des Dollars ein Missverständnis entstanden ist. Die Aufhebung der Konvertibilität des Dollars in Gold ist nicht ein Ziel der amerikanischen Politik, sondern vielmehr ein Mittel. Das Ziel ist die Veränderung der bestehenden Wechselkursverhältnisse, um dadurch aus den Zahlungsbilanzschwierigkeiten herauszukommen. Gleich verhält es sich in der Frage der Ziehungsrechte. Die von den USA angestrebte Reform der Statuten des internationalen Währungsfonds muss ebenfalls als ein Mittel angesehen werden, um gewisse Erleichterungen für die USA zu schaffen.

M. l'Ambassadeur Wurth :

Les Etats-Unis ont posé un certain nombre d'exigences à leurs partenaires étrangers. Ils ne paraissent par contre pas disposés à prendre des mesures d'ordre intérieur pour rétablir l'équilibre de leur balance des paiements. Dans ces conditions, les autres pays, notamment les pays industrialisés, ne devraient-ils pas demander une contrepartie à ces exigences ?

Präsident Stopper :

Es wird recht schwierig sein, die Amerikaner zu internen Massnahmen zu zwingen, die nach klassischer Auffassung den Zahlungsbilanzausgleich bewirken könnten. Präsident Nixon sieht sich gezwungen, die Wirtschaft anzukurbeln, wenn er die nächsten Wahlen gewinnen will; dämpfende Massnahmen fallen ausser Betracht. Angesichts der amerikanischen Wirtschaftssituation muss es als ausgeschlossen angesehen werden, mit Erfolg von den USA zu verlangen, restriktive Massnahmen für das Inland zu treffen. Jedes europäische Land würde in einer solchen Situation wahrscheinlich ebenfalls negativ reagieren. Was man von den USA verlangen kann, ist eine gewisse Abwertung ihrer Währung. Indessen ist auch dies heute nicht ohne Problematik, wie ich bereits in meinen mündlichen Ausführungen dargelegt habe.

dodis.ch/34580

Botschafter Thalmann :

Die Problematik der amerikanischen Massnahmen wird morgen noch zur Sprache kommen. Herr Botschafter Jolles wird im Anschluss an das Integrationsproblem darauf zu sprechen kommen.

M. l'Ambassadeur Dupont :

Premièrement, quelles leçons peut-on tirer des contacts qui ont eu lieu, pendant la crise monétaire, entre notre pays et les Six, au regard en particulier de notre désir d'obtenir un accord à caractère évolutif avec la CEE ?

Deuxièmement : Un double marché des changes, comme celui qu'a choisi la France, pourrait-il être appliqué en Suisse ? Un tel système serait-il ou non en contradiction avec les exigences de notre place financière internationale ?

Präsident Stopper :

Zur ersten Frage : Wir hatten während der jüngsten Währungskrise Kontakte mit den EG, namentlich über Herrn Botschafter Wurth. Die Gemeinschaft selbst hat den Kontakt gesucht. Wäre die Gemeinschaft zu schlüssigen Ergebnissen gekommen, so hätte wahrscheinlich ein Meinungsaustausch zwischen der Schweiz und den Gemeinschaften stattgefunden. Ich selbst habe mit den Bankpräsidenten der EG-Staaten Fühlung genommen um zu sondieren, ob gemeinsame Beratungen erwünscht seien. Diese zogen es jedoch vor, vorderhand unter sich zu bleiben, um nicht den Eindruck aufkommen zu lassen, dass mit zugewandten Orten Absprachen getroffen worden seien, bevor sich die EG selbst auf eine bestimmte Lösung geeinigt haben.

Zur zweiten Frage : Wir haben die Möglichkeit ins Auge gefasst, ähnlich wie Frankreich das System des gespaltenen Wechselkurses einzuführen. Ein solches System wäre aber mit ungeheuren Umtrieben verbunden gewesen, wenn man es einigermassen funktionsfähig hätte ausgestalten wollen. Das Kontrollsystem, das nötig gewesen wäre, hätte unsern Arbeitsmarkt zusätzlich belastet; auch hätte ein solches System wahrscheinlich zu Verfälschungen der Wechselkurse geführt. So lange es möglich ist, ohne ein solches System auszukommen, werden wir das bestehende Regime beibehalten; es hat sich

dodis.ch/34580

im grossen und ganzen als funktionsfähig erwiesen. Solange der Dollar sich auf dem gegenwärtigen Niveau zu halten vermag, besteht für uns kein Grund zu einer Aenderung. Unsere gegenwärtige Konzeption besteht darin, übermässige Dollarzuflüsse abzuwehren; dies wird auch weiterhin unsere Hauptsorge sein. Ich möchte beifügen, dass die Schweiz ein Instrumentarium zur Kontrolle der Devisen Zu-und Abflüsse, wie es Frankreich bereits besitzt, erst noch schaffen müsste.

M. l'Ambassadeur Dominicé :

Les transferts de revenus effectués par les travailleurs étrangers vers leur pays d'origine, qui sont en constante augmentation, ne pourraient-ils pas, à la longue, mettre en péril l'équilibre de notre balance des revenus ?

Präsident Stopper :

Ich habe nicht den Eindruck, dass von dieser Seite her wesentliche Gefahren drohen, Es ist eher zu befürchten - gewisse Kreise hoffen darauf - dass infolge der unsichern Währungsverhältnisse im Auslande eine Tendenz zur Rezession eintreten könnte, was selbstverständlich auch Rückwirkungen auf unsere Wirtschaft hätte. Als Folge davon dürfte sich die Situation am Arbeitsmarkt eher etwas entspannen; namentlich würde der Bedarf an ausländischen Arbeitskräften abnehmen.

M. l'Ambassadeur Humbert :

Dans un article récemment paru dans la "Neue Zürcher Zeitung", l'auteur déclare, qu'il est indispensable d'accorder la priorité au rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements américaine. Il ajoute qu'une aggravation de la récession aux Etats-Unis pourrait avoir des conséquences sérieuses pour les pays européens et le Japon, et propose par conséquent que ces derniers mettent sur pied un plan d'aide aux USA, analogue au Plan Marshall de l'après-guerre. La forme que devrait revêtir l'aide dont il s'agit n'est toutefois pas précisée. Que pense M. le Président Stopper d'une telle idée ?

dodis.ch/34580

Präsident Stopper :

Rezessionen in den USA haben heute meines Erachtens nicht den gleichen Einfluss auf Europa wi früher. Der Anteil der europäische Exporte nach den USA macht lediglich ca. 10 % aus. Europa hat trotz gewisser Rezessionserscheinungen in den USA einen unaufhaltsamen Wirtschaftsaufschwung genommen. Die Stabilisierung des Währungssystems scheint mir bedeutend wichtiger zu sein, und zwar damit die Wirtschaft wieder richtig kalkulieren kann. Aus einem andern Grunde ist es aber wichtig, dass Europa den USA hilft, seine Schwierigkeiten zu überwinden, bzw. innerlich zu gesunden. Ich kann darauf verzichten, mich über die Rolle auszulassen, die die USA im internationalen Kräfteverhältnis spielen. Für uns ist diese Rolle von lebenswichtiger Bedeutung, und deshalb scheint es mir auch richtig, Verständnis für die von den USA getroffenen Massnahmen zu zeigen. Eine gewisse Parallele zur Marshall-Hilfe besteht insofern, als die europäischen Banken Dollarguthaben akkumuliert haben. Es ist in der Tat unlogisch, die amerikanischen Kapazitäten unausgenützt zu lassen, nur weil die Währungsverhältnisse unausgeglichen sind. Die eigentliche Schwierigkeit besteht aber gerade in letzterem, in den unausgeglichenen Währungsverhältnissen. Hier muss eingesetzt werden, und es ist deshalb wichtig die USA bei ihren Bemühungen um eine Konsolidierung der gestörten Währungsverhältnisse zu unterstützen. Die Frage ist zur Zeit noch offen, wie im einzelnen diese Hilfe geleistet werden kann.

Botschafter Thalmann :

Ich danke Herrn Präsident Stopper für seine fundierten Darlegungen und auch den Herren Botschaftern für Ihre Diskussionsbeiträge und für das Interesse, das sie dieser für unser Land derart wichtigen Frage entgegenbringen.

dodis.ch/34580

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1971

Séance plénière du mercredi
1er septembre 1971 - 15.00h.

PROBLEMES INTERNATIONAUX

Présidence : M. le Conseiller fédéral Graber

M. le Conseiller fédéral Graber :

"Le glissement du centre de gravité des affaires mondiales de l'Europe vers l'Asie" (cf annexe séparée)

Botschafter Schnyder :

Ich werde mich zur Frage äussern, wie diese Verschiebung des Weltpolitischen Gravitationszentrums aus Europa nach Asien aus der amerikanischen Perspektive aussieht. Die Ausführungen des Herrn Departementschefs sowie sein Exposé vom 3.5.71 erscheinen aus dieser Optik sehr treffend. Die These eines modus vivendi zwischen USA und China sind seither durch die Initiative Nixons unterstrichen worden. An dieser historischen Notwendigkeit zweifelt heute in den USA wohl niemand, es kann eine ausgesprochene Unterstützung dieses Kurses durch die amerikanische Oeffentlichkeit festgestellt werden. Fragen in diesem Zusammenhang ergeben sich nur bezüglich der Form des Vorgehens, etwas das stark durch innenpolitische Ueberlegungen determiniert ist. Die Idee des modus vivendi ist ein wesentlicher Bestandteil der Nixon-Doktrin, die aus 4 Teilen besteht :

1. der Idee, die Partnerschaft zu Europa und Japan zu revidieren in der Erwartung, dass diese 2 Partner zugunsten der Weltsicherheit grössere finanzielle, wirtschaftliche und militärische Lasten zu übernehmen haben werden;
2. der These, mit der UdSSR auf einen Kurs der "négociation" und nicht der "confrontation" zu kommen;
3. der Notwendigkeit eines modus vivendi mit China;
4. der Notwendigkeit, die Zusammenarbeit der USA mit allen anderen Partnern neu zu überdenken und insbesondere Vietnam

dodis.ch/34580

in die Lage zu versetzen, sich selber zu verteidigen.

Interessanterweise ist in den vier Punkten die Frage der Beziehungen zu den Entwicklungsländern nicht erwähnt; die heutigen Machtzentren sind eben die USA, UdSSR, China, Europa und Japan.

Die Ziele der USA im Fernen Osten sind zwifacher Natur : Das erste und vordringliche betrifft das Ueberengagement und den Krieg in Vietnam. Die USA sind gezwungen, mit oder ohne Vertrag sich zurückzuziehen. Sie erheben lediglich den Vorbehalt einer Freigabe der Kriegsgefangenen sowie die Weigerung, die Unabhängigkeit Südvietnams preiszugeben. Deshalb ist die Zurücklassung von "residual forces" vorgesehen.

Auch in diesem Kontext ist die Annäherung an China von Bedeutung. Es kommt einem wesentlichen Fortschritt gleich, dass Peking Hanoi nicht mehr anfeuert, den Krieg notfalls bis zum bitteren Ende zu führen. Dieser negative Einfluss dürfte jetzt wegfallen, was den USA den Rückzug erleichtern wird.

Das zweite Ziel gilt dem Bestreben, die Verhältnisse im Fernen Osten zu stabilisieren. Die wichtigste Voraussetzung hiezu ist die Schaffung dieses eigenartigen Dreieck-Verhältnisses. Es ist in diesem Zusammenhang interessant, sich des Artikels von Prof. Brzezinsky zu erinnern : er vertrat darin die These, dass dieses Dreieck-Verhältnis die Partner zur Zurückhaltung zwingt, da durch eine Auseinandersetzung zwischen zwei Mächten die dritte von einer Schiedsrichterrolle profitiert und daraus taktische Vorteile zu gewinnen vermag. Es ist interessant, die Auswirkungen dieser These gerade inbezug auf Indien zu beobachten.

Die USA unternehmen den Versuch, die Degeneration des Konfliktes zu verhindern; allerdings fehlt es an einer klaren Konzeption : einerseits wird Hilfe an die Flüchtlinge geleistet, anderseits wird die Militärhilfe an Pakistan fortgesetzt; ich habe sehr den Eindruck, dass dies der durch die USA zu entrichtende Preis für die Vermittlung Pakistans im amerikanisch-chinesischen Annäherungsprozess ist.

Ein anderes Problem betrifft Japan. Es ist hochinteressan

dodis.ch/34580

zu sehen, wie einerseits China die USA aus dem asiatischen Raum verdrängen möchte, es anderseits die Angst vor dem japanischen Militarismus nicht zu unterdrücken vermag; China erwartet von den Amerikanern eine gewisse "ristraining influence".

Einer der grossen Unsicherheitsfaktoren der Zeitgeschichte liegt in der Reaktion Japans. Vermutlich wird es nicht ein amerikanisches Protektorat bleiben wollen. Festgestellt werden muss eine Strapazierung des Verhältnisses USA-Japan; ich bin überzeugt davon, dass Nixons Vorgehen des "fait accompli" hiefür zur Hauptsache die Verantwortung trägt. Es muss damit gerechnet werden, dass Japan künftig seinen eigenen Weg suchen wird.

Ich teile die Interpretation des Herrn Departementschefs, wonach China von den USA eine Lösung ihres Verhältnisses zu Taiwan sowie dessen Ausschluss von der UNO erwartet. Man hofft in Amerika auf irgendeinen modus vivendi zwischen Peking und Taipeh selbst. Jedenfalls soll Taiwan einer Verbesserung der Beziehungen zu Peking nicht mehr im Wege stehen. Tschiang sagte selber, dass das Problem zeitlich nicht derart dringlich sei, als dass nicht irgendeine Lösung möglich sein werde.

Ich fasse zusammen :

Die Nixon-Politik ist geeignet, die Voraussetzungen zu schaffen, die Verhältnisse im Fernen Osten für eine nähere Zukunft zu stabilisieren. Es besteht die Chance der Entstehung einer "balance of power" mit "ristraining influence" der Grossmächte. Bis es so weit sein wird, sind allerdings noch einige Spannungen zu erwarten.

Obwohl Nixon Europa eine gewisse Priorität einräumt, richten sich die Blicke nach Asien.

M. l'Ambassadeur de Stoutz :

- La sécurité à l'Ouest reste essentielle pour Moscou, d'où son intérêt plus soutenu que jamais pour une conférence de sécurité
- Toutefois, la Chine est une menace potentielle plus grande pour l'URSS que ne l'est la RFA; Moscou s'y prépare en développant sa présence navale dans le Pacifique;

dodis.ch/34580

- Les objectifs géopolitiques de l'URSS sont un peu surannés : refaire avec les USA un partage des sphères d'influence de manière à mettre fin au "containment" américain;
- L'URSS prévoyait la montée de la Chine; l'annonce du voyage Nixon ne fait que précipiter les évènements;
- Inde : le traité avec Moscou a un effet stabilisateur;
- Pakistan : l'URSS craint des influences étrangères trop fortes dans un pays limitrophe, et souhaiterait trouver un accommodement avec Islamabad; Moscou est très prudent à l'égard du conflit indo-pakistanais et cherche à éviter tout ce qui pourrait aviver ce conflit;
- Japon : l'URSS redoute les revendications territoriales auxquelles Tokio s'accroche (les 4 Kouriles); elle ne cédera pas un pouce par crainte du précédent;
- L'URSS souhaite la coopération avec le Japon pour la mise en valeur de la Sibérie;
- Le Japon n'est pas une pomme de discorde entre USA et URSS;
- Le voyage Nixon est un motif d'incertitude, voire de crainte pour Moscou : ira-t-il jusqu'à une collusion sino-américaine ?
- Conséquence immédiate du rapprochement sino-américain : Le Moyen-Orient a diminué d'importance aux yeux de Moscou, sauf en ce qui concerne la réouverture du Canal de Suez;
- Pour le moment, l'URSS est dans l'expectative vis-à-vis du rapprochement USA-Chine; en attendant, elle renforce son potentiel militaire en Extrême-Orient.

Botschafter Rossetti :

Ich habe den Ausführungen des Herrn Departementschefs eigentlich nichts Neues beizufügen. Hingegen rechtfertigt sich angesichts der gegenwärtigen Ereignisse ein Rückblick auf die letzten 20 Jahre :

Die Verschiebung der politischen Schwerpunkte begann sich bereits 1949 abzuzeichnen, als Mao bei Gründung der Volks-

dodis.ch/34580

republik gleichzeitig den Anspruch auf ganz Asien als Einflusssphäre Chinas anmeldete, ein Anspruch, der sowohl von den USA als auch der UdSSR sehr ernst genommen wurde. Die USA wollten eine chinesische Expansion unter allen Umständen vermeiden. Es entstand die Doktrin der Weltpolizei, der kein grosser Erfolg beschieden war. Die USA unternahmen dann den Versuch der Demokratisierung asiatischer Länder, während die UdSSR danach trachtete, China von innen her ins Schlepptau zu nehmen, was sie mit einer intensiven Wirtschaftshilfe zu erreichen versuchte. Mao weigerte sich jedoch, eine Satellitenstellung einzunehmen, er meldete die Gleichberechtigung an. Seit den 50-iger Jahren begann China eine aktive Aussenpolitik in Richtung eines verschärften militärischen Vorgehens gegen die USA zu betreiben, die Ereignisse in Korea waren u.a. die Folge. China versuchte damit, die äussere Einkreisung zu durchbrechen. In diese Zeit fiel auch der Bruch Maos mit Moskau; die Bandung-Konferenz war Ausdruck des chinesischen Willens, seinen eigenen Weg zu gehen. Dieser entscheidende Schritt bewirkte in Moskau eine sofortige Umstellung. Nun unternehmen die UdSSR ihrerseits Bestrebungen zur Einkreisung der Volksrepublik, was den Versuch erklärt, in Indien Einfluss zu gewinnen. Hier hatten die Amerikaner mit ihrer starren "containment-Politik" den Zug verpasst, auch eine vernünftige Kontaktnahme zwischen Washington und Peking wurde deswegen verunmöglicht. Heute sind die USA nun davon überzeugt, sich auf dem richtigen Weg zu befinden. Diesbezüglich stehen sie, sowohl wie China, angesichts der Einkreisungsgefahr durch die UdSSR unter Zeitdruck.

Das Auftreten der Sowjetunion im Indischen Ozean, das enge Verhältnis zu Indien, der Aufbau einer starken militärische Macht im Norden stellen für die Chinesen eine akute Bedrohung dar, welche diejenige der amerikanischen Einkreisungsversuche übertrifft. China muss sich also gegen die UdSSR zur Wehr setzen, ist jedoch hiezu militärisch nicht in der Lage. Deshalb benötigt es den amerikanischen Atomschutz.

Es besteht in Peking eine erhebliche Angst vor der

dodis.ch/34580

Möglichkeit, dass Moskau zum entscheidenden Angriff durch Zerstörung der grossen Industrie- und Bevölkerungszentren mittels Atomschlägen übergehen könnte. Deshalb fühlt auch China sich gedrängt, rasch zu einem Einvernehmen mit den USA zu kommen, auch Peking ist also an konstruktiven Gesprächen interessiert. Hiebei dürfte das Problem Vietnam von seiner Bedeutung eingebüsst haben. China ist davon überzeugt, dass sich die USA zurückziehen wollen. Allerdings ist es nicht sicher, dass es Nixon gelingen wird, sich die chinesische Unterstützung bei der möglichst raschen Liquidierung des Problems Vietnam zu sichern denn dadurch würde sich der russische Einfluss daselbst verstärken. Ob von China mehr als die Einstellung der Hetzkampagnen zu erwarten ist, dürfte sehr ungewiss bleiben.

Das schwierigste Problem ist jedoch Taiwan. Der chinesische Vize-Ministerpräsident äusserte sich mir gegenüber dahingehend, dass China der UNO nicht beitreten werde, solange Taiwan im Sicherheitsrat und in der Generalversammlung sitze. Für die USA ist dies in ihrem Verhältnis zu China die härteste Nuss, die es zu knacken gibt.

Zu Japan : Peking dürfte unter gewissen Umständen bereit sein, Japan als wirtschaftliche Grossmacht in Asien zu akzeptieren, jedoch wird es alles unternehmen, um Japans politischen und militärischen Einfluss einzuschränken.

Botschafter Weitnauer :

So wie ich die Dinge betrachte, sind in der Welt eine Reihe von Rechnungen, die offen vor dem Weltpublikum lagen, nicht abgeschlossen worden. Das Hauptcharakteristikum der jüngsten Entwicklung dürfte darin zu erblicken sein, dass nun dank der Aktivität der USA deren Bereinigung an die Hand genommen werden soll.

In das Verhältnis der USA zur UdSSR kam bereits 1962, nach der Kuba-Krise, Bewegung, welche auch gewisse Ergebnisse gezeigt hat; zu denken ist an das Atomtestabkommen und die SALT-Gespräche.

dodis.ch/34580

Demgegenüber sassen sich die USA und China wie feindliche Oelgötzen gegenüber, ohne dass irgendetwas geschehenwäre. Es war kein Ansatz zu einer konstruktiven Politik zu erkennen. Hier haben sich die Dinge nun geändert.

Europa und Japan sind demgegenüber als die Hätschelkinder der USA sozusagen gratis favorisiert worden, und weil solche Kinder verwöhnt zu sein pflegen, hat sich ein Spannungspotential angereichert, das die USA berechtigt, nunmehr Klage zu führen.

Die Annäherung zwischen USA und China ist verständlich. Ebenso verständlich ist die Absicht der USA, nunmehr mit Westeuropa und Japan auf eine Generalbereinigung hinzusteuern. Die "surcharge" wird nicht abgeschafft werden, ohne dass bezüglich währungs- und wirtschaftspolitischer sowie militärischer Frager neue Lösungen angestrebt werden. Was in diesem Zusammenhang die UdSSR betrifft, so glaube ich, dass die Russen grosse Realisten sind. Sie denken in groben und einfachen Schemata. Sie werden sich damit abgefunden haben, dass Japan und Westeuropa der amerikanischen Einflusssphäre zugerechnet werden müssen. Das führt mich auf das eigentliche Thema : Die Verlagerung des weltpolitischen Schwergewichtes in den Fernen Osten. Für die Briten liegt das eigene Schwergewicht allerdings nun in Europa, wo sie auch ihre neue Rolle sehen.

Wo aber liegt das Interesse der Schweiz ? Ich möchte hier an die Worte de Torrentés erinnern : "Il faut toujours être en bons termes avec les gens riches". Ich würde sehr davon warnen, diesen Leitsatz gegenüber den USA in den Wind zu schlagen. Das Patrimonium ist in Europa so einzurichten, dass ein Maximum an Wirkung erreicht werden kann. Das bedeutet zweifellos ein Arrangement mit der Zehnergemeinschaft, welches allerdings nicht so weit gehen darf, dass darob unsere universalen Optionen in Mitleidenschaft gezogen werden. In dieser Politik stimmen wir mit den Briten überein : auch sie möchten, allerdings in einem andern Zusammenhang, ihre eigene Rolle spielen. Anders als sie verfügen wir nun über gewisse Trümpfe : Wir verfügen über eine gesunde Wirtschaft und stellen eine beträchtliche Finanzmacht dar. Es wird ein Ziel dieser Tagung sein

dodis.ch/34580

müssen, sich genau zu überlegen, wie dieses Potential optimal eingesetzt werden soll.

Botschafter Real :

Ich möchte zunächst vor der Frage ausgehen, was der Pakt Indien-UdSSR kurzfristig erreichen soll. Die Russen empfanden schon im Juli ein sehr grosses Unbehagen betreffend die Spannung Indien-Pakistan, da sie wussten, dass der Druck auf die Regierung von innen her, Bangla Desh anzuerkennen, sehr gross war. Diese Anerkennung, die schwerwiegende Folgen hätte haben können, musste verhindert werden. Dies war möglich durch den Abschluss eines Paktes mit Indien, der diesem Land Rückendeckung gegenüber Pakistan bieten sollte. Zudem will sich die UdSSR mit diesem Vertrag Eingang in den indischen Ozean erzwingen, wobei die Errichtung einer Flottenbasis in Südindien ein erster Schritt wäre.

Weshalb ist das vorher so vorsichtige Indien nun so unerwartet rasch diesen Pakt eingegangen ? Indien erhoffte sich den nötigen Druck von aussen her zu erhalten, um damit von Pakistan eine Lösung des Problems erzwingen zu können. Die Bemühungen dazu und die Hoffnungen darauf verliefen aber im Sande. Kein Staat half eine solche politische Lösung herbeizuführen. Hier zeigt sich, dass das aus Nehrus Zeiten stammende "non-alignement" in solchen Situationen auch bedeuten kann, keine Freunde zu haben.

Dazu kam die Ueberraschung der Ankündigung von Nixons Reise nach China. Das einsam dastehende Indien ging nun den Pakt mit der UdSSR ein, um zu zeigen, dass sich hilfsbereite Freunde finden lassen. Pakistan sollte damit vor unüberlegten Schritten gewarnt werden.

Wie erklärt nun die indische Regierung das Abgehen vom bisher gehandhabten non-alignement ? Es wird betont, dass es immer noch bestehe und nur im Zeichen der sich verändernden Machtverhältnisse modifiziert worden sei. Zur Unterstützung der Glaubwürdigkeit dieser Aussage erklärt sich Indien bereit, solche Pakte auch mit anderen Ländern abzuschliessen.

dodis.ch/34580

Bei der ganzen Angelegenheit ist es aber Indien doch nicht so ganz wohl. Dies liess sich daraus ablesen, dass ein Besuch Indira Gandhis in der Bundesrepublik Deutschland und in den USA 24 Stunden vor, bzw. 24 Stunden nach dem Besuch Gromykos den Botschaften der betreffenden Ländern mitgeteilt wurde. Damit sollte zum Ausdruck gebracht werden, dass die Freundschaft mit alten Partnern ihre Gültigkeit beibehalte.

Es ist gewiss, dass durch diesen Pakt die Kriegsgefahr auf dem Subkontinent zwar gedämpft, aber nicht aufgehoben wurde. Wenn der Zustrom pakistanischer Flüchtlinge weiterhin anhält, muss Indien irgend etwas unternehmen.

Auf alle Fälle ist es bemerkenswert, dass sich die indische Armee zur Zeit in ihren Ausgangspositionen befindet, was auch von der pakistanischen Armee vermutet werden kann. Für einen Zusammenstoss würde es nicht viel brauchen.

Es ist jetzt die dringende Aufgabe der Grossmächte, eine solche mögliche Konfrontation auf dem Subkontinent zu verhindern.

Botschafter Stadelhofer:

Japan ist sich durchaus bewusst, dass es in einigen Beziehungen noch als eigentliches Entwicklungsland angesehen werden muss, dies betrifft z.B. die Probleme des Umweltschutzes. Auch ist sich Japan durchaus bewusst, dass es militärisch ausserordentlich schwach ist, die Armee umfasst gegenwärtig ca. 250.000 Mann und die Militärbudgets sind für 1972 mit ca. 10 Mio Franken, 1976 mit 20 Mio Franken veranschlagt. Bis dato konnte das Verhältnis zu den USA als sehr gut bezeichnet werden; Japan betrachtete sich als eigentlicher Junior-Partner der Amerikaner, eine Ausnahme diesbezüglich wäre höchstens in Sachen Vietnamkrieg anzubringen gewesen. Eine Verbesserung der Beziehungen zur UdSSR würde in japanischer Sicht das Verhältnis zu China strapazieren, ganz abgesehen von der ungeregelten Frage einer Rückführung der nördlichen Insel unter japanische Oberhoheit. Man stellt sich in Tokio viel eher die Frage, warum eigentlich das Verhältnis zu Peking nicht normalisiert werden sollte. Dieser Absicht steht allerdings die

dodis.ch/34580

Erkenntnis entgegen, dass ein Zusammenspannen mit Peking Japan der Rolle als asiatischer Wortführer gegenüber dem Westen berauben würde. In diesem Zusammenhang ist das wachsende Interesse, die Möglichkeiten einer neutralistischen Politik eingehender zu studieren, unverkennbar. Die Neutralität Schwedens, der Schweiz und Oesterreichs haben in japanischen Augen an Interesse gewonnen.

Eine überstürzte Politik Tokios wird zwar nicht zu befürchten sein, anderseits wird Japan sicherlich Bestrebungen unternehmen, den Zug nach Peking nicht zu verspassen.

M. l'Ambassadeur Turrettini :

- Chine à l'ONU : les Américains ont essayé en vain de convaincre Formose de se retirer spontanément, d'où la nécessité de la théorie des deux Chine;
- Cette attitude peu logique n'est rien de plus qu'un baroud d'honneur en faveur de Formose;
- La présence de Pékin à l'ONU sera d'une portée considérable, d'autant plus que l'Administration Nixon ne témoigne que peu d'intérêt pour Manhattan;
- Contrairement à Taïwan, Pékin marquera sa présence dans tous les organes de l'ONU;
- Il est à prévoir que Pékin fera entendre sa voix lors d'un règlement de la question indochinoise;
- Une fois présente à Manhattan, la Chine sera d'autant plus à l'aise pour s'attirer les sympathies du tiers-monde;
- La montée de l'influence chinoise en Extrême-Orient risque d'accroître les troubles dans les pays à forte communauté chinoise (Indonésie par exemple).

dodis.ch/34580

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1971

Séance plénière du jeudi
2 septembre 1971 - 09.00h.

INTEGRATION EUROPENNE

Présidence : M. le Conseiller fédéral Graber

M. le Conseiller fédéral Graber ouvre la séance et donne la parole à M. l'Ambassadeur Jolles.

Botschafter Jolles :

Das Thema Integration, das uns wie früher auch bei der diesjährigen Botschafterkonferenz wieder beschäftigt, präsentiert sich heute in einem wesentlich anderen Licht als vor einem Jahre. Ich habe festgestellt, dass wir uns voriges Jahr fragten, wie wir am besten daraufhinwirken könnten, dass die EG-Mitgliedstaaten das Gespräch mit den nicht beitrittswilligen Kandidaten aufnehmen und in welcher Weise sich unsere Begehren am ehesten verwirklichen liessen. Wir haben uns damals hauptsächlich Sorge gemacht wegen des zeitlichen Decalage. Es lag uns daran, einen zeitlichen Rückstand gegenüber den Beitrittsverhandlungen zu vermeiden. Wir ersuchten Sie deshalb, in Ihrem Empfangsstaat Kontakt mit den zuständigen Stellen aufzunehmen, um im gegebenen Moment unverzüglich und möglichst wirksam intervenieren zu können. Rückblickend darf gesagt werden, dass wir diese Ziele erreicht haben. Die Schweiz konnte am 16.12.1970 als erster Nicht-Beitrittskandidat das Gespräch aufnehmen und bisher diesen zeitlichen Vorsprung wahren. Dies war von grosser Bedeutung, da die EG keine bestimmte Konzeption für eine Regelung mit den Neutralen hatten. Dank Ihrem unermüdlichen Einsatz war es möglich, jeweils im richtigen Moment mit den richtigen Leuten in Kontakt zu treten und ihnen unsere Wünsche darzulegen. Im folgenden rekapituliere ich kurz die wichtigsten Ereignisse : Im März sind die Erkundungsgespräche abgeschlossen worden; im Mai fand dank der zwischen England und Frankreich zustandegekommenen Einigung der entscheidende Durchbruch in der Erweiterungsfrage statt;

dodis.ch/34580

damit entfiel auch eine die neutralen Staaten belastende Hypothek, die darin bestand, dass man diesen Ländern keine günstigeren Bedingungen zugestehen wollte, weil dies den Beitrittswillen der Beitrittskandidaten hätte schwächen können. Im Juni wurde der Kommissionsbericht veröffentlicht und im Juli fand der erste Meinungsaustausch im Ministerrat statt.

Die heutige Lage präsentiert sich wie folgt : Wir stehen im Stadium der Vorbereitung eines Verhandlungsmandates durch die Regierungen der EG-Staaten. Dies ist Aufgabe der Ständigen Vertreter in Brüssel. Am 20. September wird unter den Ministern ein erster Meinungsaustausch stattfinden. Die Zeit bis zur Verabschiedung des Mandats sollte erneut zu intensiven informellen Kontakten auf Sachbearbeiterebene benutzt werden. Es ist nötig, hierfür die Umrisse des Abkommens zu kennen, wie sie sich im Verhältnis Schweiz-EG abzuzeichnen beginnen. Auch wenn noch zahlreiche Unsicherheitsfaktoren bestehen, so lässt sich doch feststellen, dass in den EG über eine ganze Reihe von wesentlichen Punkten bereits Einigkeit zu bestehen scheint. Es sind dies :

- Gleichzeitiges Inkrafttreten der Abkommen mit den Neutralen und der Abkommen mit den Beitrittskandidaten.
- Bekenntnis zu einer Freihandelslösung zwischen EG und den nicht-beitrittswilligen Staaten, was die Abkehr von einer langjährigen Doktrin bedeutet (wenn von Freihandelslösung gesprochen wird und nicht von "Zone", so handelt es sich hierbei um ein Element, dem keine grössere Bedeutung beizumessen ist). Drei Gründe dürften hierfür den Ausschlag gegeben haben :
  - Bei den EG-Mitgliedstaaten hat sich die Einsicht durchgesetzt, dass sich die Gemeinschaften soweit konsolidiert haben, dass ein Substanzverlust nicht befürchtet werden muss.
  - Nur in dieser Weise lässt sich das Mitspracherrecht der Nicht-Mitgliedstaaten in EG-Angelegenheiten ausschliessen. In EG-Kreisen besteht die Befürchtung, dass ein solches

dodis.ch/34580

Mitspracherecht den Beschlussfassungsapparat erheblich komplizieren und damit unverhältnismässig stark belasten müsste.

- Die EFTA hat ihre Funktionsfähigkeit unter Beweis gestellt und sich als praktikable Lösung erwiesen.
  Es darf gesagt werden, dass die Kehrtwendung der EG in dieser Frage von historischer Bedeutung ist, eröffnet sie doch den Weg zur Schaffung eines Marktes von rund 300 Mio Konsumenten. Ferner kann als sicher gelten, dass eine solche Lösung Kontakte auf verschiedenen andern Gebieten nach sich ziehen wird.
  - Der grundsätzliche Wille zur Schaffung einer permanenten Lösung, weil eine bloss provisorische Lösung eine längerfristige Planung verunmöglichen dürfte.
  - Die Notwendigkeit der Erarbeitung gewisser gemeinsamer Wettbewerbsgrundsätze, wobei zwischen den EG-internen- und externen Verhältnissen zu unterscheiden sein wird. Dies ist eine zwangsläufige Folge des unterschiedlichen Regimes. Den Nichtbeitritts-Kandidaten können die Harmonisierungsverpflichtungen des Römer Vertrages schon deshalb nicht überbunden werden, weil diese Vorschriften laufend durch die EG-Organe interpretiert und angewendet werden. Da die Nichtbeitritts-Kandidaten an diesen Institutionen nicht teilnehmen sollen, müssen für die Beziehungen der EG zu diesen Ländern andere, einfachere Verhaltensgrundsätze aufgestellt werden.
  - Verzicht der EG, die Neutralen in die gemeinsame Agrarpolitik einzubeziehen.
  - Voraussichtlicher Verzicht, von der Schweiz die völlige Freizügigkeit der Arbeitskräfte zu verlangen.
  - Die Schaffung eines gemischten Rates als institutionellen Rahmen.

  Folgende offene Fragen bedürfen noch eines Entscheides, damit das Mandat fixiert werden kann :

dodis.ch/34580

- Die Frage allfälliger Ausnahmen im Industriebereich; so zum Beispiel die Zollbehandlung von Papierzellulose, der Uhren usw.; ferner auch die Frage gewisser Zollanpassungen, um allzu grosse Disparitäten zu vermeiden. Wir hoffen, dass sich beides vermeiden lassen wird.

- Ein Entscheid über die Frage, ob und in welcher Weise der Agrarhandel in das Abkommen einbezogen werden soll. Die EG-Kommission möchte wegen der institutionellen Schwierigkeiten die Landwirtschaft ausschliessen.
  Einige EG-Staaten (Holland, Italien) möchten jedoch eher Konzessionen aushandeln. Wir haben uns grundsätzlich bereit erklärt, auf eine Agrarverhandlung einzutreten, die aber auch schweizerische Exportwünsche auf dem Landwirtschaftssektor berücksichtigen müsste. In dieser Gegenseitigkeit liegt eine Hauptschwierigkeit. Konzessionen der EG würden grundsätzlich einen Einbruch in die geltenden EG-Prinzipien bedeuten, was die Position der EG gegenüber den USA erheblich schwächen könnte. Um einen Ausweg zu finden, hat Frankreich eine Geschenktheorie entwickelt. Die Neutralen sollten für das Zugeständnis des industriellen Freihandels einseitige Agrarkonzessionen gewähren. Diese Theorie muss von uns energisch bekämpft werden. Wir können darauf hinweisen, dass ein Freihandelsarrangement zwischen der Schweiz und den EG der Schweiz einen eher etwas grössern Zollausfall verursacht als den EG (600 Mio gegen ca. 585 Mio Schweizerfranken

Im weitern werden wir in der nächsten Zeit noch folgenden Problemen unsere Aufmerksamkeit schenken müssen :

- Ausgestaltung der Schutzklausel; hier werden wir uns bemühen müssen, klare rechtliche Voraussetzungen für die Anwendung einer solchen Schutzklausel zu schaffen, damit wir nicht einem allzu grossen Druck ausgesetzt werden können.

- Haltung der beitrittswilligen Staaten gegenüber den nicht beitrittswilligen. Es muss versucht werden, die Beitrittswilligen von der Richtigkeit einer Sonderlösung mit den

dodis.ch/34580

Neutralen zu überzeugen.

- Die zu wählende Abkommensart, d.h. bilateral oder multilateral. Für die EG besteht hier insofern eine psychologische Schwierigkeit, als ein multilaterales Abkommen den Anschein erwecken könnte, die Gemeinschaften würden als Gesamtheit der EFTA beitreten. Für uns hat die Frage eine geringere Bedeutung. Zwar sollten die Freihandelsregeln, einschliesslich der Wettbewerbsgrundsätze, für alle Nichtbeitritts-Kandidaten die gleichen sein. Anderseits besteht jedoch, vor allem wegen der divergierenden Konzeption Schwedens, ein Interesse, unterschiedliche bilaterale Abkommen aushandeln zu können.
- Das Fremdarbeiterproblem, die Rheinschiffahrt, der Uhrensektor und einige weitere Sondergebiete stellen einen weitern Problemkreis dar.

Es zeigt sich, dass gegenwärtig noch ein weiter Spielraum besteht und der endgültige Inhalt des Abkommens noch keineswegs feststeht. Es ist deshalb sehr wichtig, in dieser Phase der Vorbereitung des Verhandlungsmandates, die Kontakte mit den zuständigen Stellen in intensiver Art weiter zu führen. In Anbetracht der besondern Verhandlungsführung der EG schein dies besonders wichtig, sollen doch die Weichen gestellt werden, bevor überhaupt Verhandlungen aufgenommen werden. Das Verhandlungsmandat wird voraussichtlich bis in letzte Details fixiert sein; Abweichungen davon würden einen Wiedererwägungsantrag an den Ministerrat bedingen, was zu erheblichen Zeitverlusten führen müsste. Wir stehen vor der paradoxen Situation, dass wir bei der Vorbereitung des Mandates dabei sein müssen, ohne direkt daran teilnehmen zu können. Unser Hauptziel muss darin bestehen, Fehlentwicklungen zu verhüten, bwz. sogleich zu korrigieren, wenn sie sich abzuzeichnen beginnen. Die diplomatischen Aktionen in dieser Phase der Vorbereitung des Verhandlungsmandates sollen möglichst diskret und im grossen und ganzen auf Sachbearbeiterebene erfolgen und darauf abzielen, die Widerstände zu

dodis.ch/34580

überwinden und den unsern Verhandlungszielen nachteiligen Einflüssen von aussen entgegenzutreten.

Unsere verhandlungstaktischen Ziele lassen sich im Moment wie folgt umschreiben :

- Verhindern, dass sich die Mandatserteilung verzögert. Wenn wir den Gleichschritt einhalten wollen, sollten die Verhandlungen bis spätestens im nächsten Frühjahr abgeschlossen werden können. Es versteht sich von selbst, dass eine gewisse zeitliche Toleranz in Betracht gezogen werden muss. Das erwähnte zeitliche Ziel sollte nichtdestoweniger angestrebt werden.

- Verhindern, dass alle Details von Anfang an im Verhandlungsmandat fixiert werden. Dieses sollte sich nach Möglichkeit auf einige Leitlinien beschränken, sodass eine ausreichende Verhandlungsmarge bleibt.

- Darauf hinwirken, dass die Entwicklungsfähigkeit des Abkommens gesichert bleibt und die EG gerade in diesem Punkte, der für uns von besonderer Bedeutung ist, nach Möglichkeit unsern Erwägungen Rechnung trägt. In dieser Frage liegen die Standpunkte noch am weitesten auseinander. Die EG wollen sich der Einfachheit halber auf eine Lösung beschränken, die sich im wesentlichen auf den Handelssektor beschränkt. Wir sind im Gegensatz hierzu der Auffassung, dass zahlreiche weitere Probleme langfristig ebenfalls von sehr grosser Bedeutung werden können (Währungsfragen), auch wenn sie sich nur allmählich herauskristallisieren dürften. Die Möglichkeit zur einer weitern Zusammenarbeit muss jetzt geschaffen werden.

Was die Frage des aussereuropäischen Einflusses betrifft, so fällt hier vor allem das Verhältnis zu den USA in Betracht. Den USA liegt vor allem daran, ein präferenzielles Abkommen zwischen den EG und den Neutralen zu verhindern, weil dies ihre Konkurrenzstellung erheblich schwächen müsste. Im übrigen scheinen die USA die Auffassung zu vertreten, dass ein allfälliges Abkommen zwischen den EG und den Neutralen erst

dodis.ch/34580

nach einer Karenzfrist von 4 Jahren wirksam werden sollte, damit die USA ihre gegenwärtigen Zahlungsbilanzschwierigkeiten leichter überwinden könnten.

Ein besonderes Problem stellt die Haltung der schweizerischen Oeffentlichkeit in der Integrationsfrage dar. Es ist durchaus möglich, dass die Herren Botschafter im Auslande auf diesen Punkt angesprochen werden. Ich glaube feststellen zu können, dass die Haltung der Oeffentlichkeit noch überwiegend zurückhaltend ist, vielleicht deshalb, weil man die Auswirkungen der in Betracht gezogenen Lösung noch überschätzt. Man hat im Laufe der Jahre von verschiedenen "Beitritts"-Varianten gesprochen und dabei auch an den Einbezug der Landwirtschaft gedacht. Die Oeffentlichkeit ist deshalb vorsichtig geworden. Die Schwierigkeiten der EG, in der Währungsfrage eine gemeinsame Haltung einzunehmen, hat einer gewissen Skepsis, die immer unterschwellig in der Schweiz vorhanden ist, zusätzliche Nahrung gegeben. Es ist wichtig, dass man sich in Anbetracht dieser Situation die Vor- und Nachteile der in Aussicht genommenen Lösung unvoreingenommen vergegenwärtigt. Die wirtschaftlichen Vorteile dürften eher bescheiden ausfallen; es stecken zu wenig wirtschaftliche Vorteile in diesem Abkommen, als dass ein grosser Preis dafür bezahlt werden könnte. Andererseits ist doch eine gewisse Befürchtung, in die Isolierung zu geraten, vorhanden. Aus diesem Grunde erwartet man, dass eine Lösung zustandekommt. Dabei wird die Entwicklungsfähigkeit des Abkommens eine entscheidende Rolle spielen. Die progressiven Kreise in der Schweiz erblicken darin die Möglichkeit einer späteren, schrittweisen, zusätzlichen Annäherung an die EWG. Trotzdem müssen die Rechte und Pflichten, die das Basisabkommen schafft, klar abgegrenzt und überblickbar bleiben, weil sonst die konservativen Elemente unserer Oeffentlichkeit befürchten würden, einem unkontrollierbaren Erosionsprozess ausgesetzt zu werden. Als positiver Punkt darf die Unterstützung genannt werden, die die bundesrätliche Konzeption seitens des Parlamentes

dodis.ch/34580

erhalten hat. Ob das Abkommen dem Referendum unterstellt werden soll, wird der Bundesrat im gegebenen Moment entscheiden müssen. Im Hinblick darauf muss noch viel Aufklärungsarbeit geleistet werden. Ein erster Schritt ist mit der Veröffentlichung des Integrationsberichtes getan worden, der bereits vom Bundesrat genehmigt ist und demnächst erscheinen wird.

M. le Conseiller fédéral Graber remercie M. Jolles de la part importante qu'il a prise aux négociations de la Suisse avec la CEE et met en évidence la bonne entente qui règne entre le DPF et la Division du Commerce.

M. l'Ambassadeur Wurth :

On peut relever avec satisfaction que l'accord qui se dessine correspond dans les grandes lignes à ce que nous demandons depuis 10 ans. Une évolution a pu être constatée au sein de la CEE. La partie n'est toutefois pas encore jouée : on ne peut jamais exclure qu'une crise politique grave remette tout en question ou que de petits accidents de parcours nous créent tout à coup de sérieuses difficultés. Pour l'heure, il importe de convaincre la CEE que nous ne pouvons pas nous contenter uniquement de concessions tarifaires; nous tenons aussi à dire notre mot en matière de politique monétaire ou scientifique ou dans le cadre de l'harmonisation du droit européen. La CEE qui est favorable à un accord minimaliste est néanmoins désireuse d'examiner avec nous certaines questions importantes (ex.: problèmes monétaires).

Les clauses de révision et de sauvegarde devront être étudiées avec la plus grande attention; une utilisation abusive de telles clauses peut en effet rendre un accord totalement inefficace.

En ce qui concerne l'agriculture, nous ignorons encore si elle devra être inclue dans la négociation. Il n'est en tous cas pas question pour nous d'instaurer un régime de libre échange agricole.

Différents problèmes (main d'oeuvre, horlogerie,

dodis.ch/34580

transports rhénans) n'ont pas encore trouvé une solution et devront être réglés parallèlement.

Le calendrier des négociations se présente comme suit : le Conseil demandera le 20 septembre à la Commission (elle négociera au nom de la CEE avec les pays non candidats) de préparer un projet de mandat; le mandat définitif devrait être adopté le 18 octobre 1971 et les négociations pourraient alors commencer fin octobre - début novembre et se terminer en été 1972. Si des retards surviennent dans la phase initiale, les négociations ne pourraient commencer qu'au début de 1972, ce qui raccourcirait les délais qui sont déjà très courts. L'octroi d'un mandat trop restrictif à la Commission ne manquerait pas non plus d'entraîner des retards, car celle-ci devrait alors demander l'avis du Conseil en cours de négociations. Il faut donc espérer que la Commission obtienne un mandat très large. La période s'étendant de la fin septembre au début octobre sera donc extrêmement importante et il faut souhaiter que la coordination entre la Centrale et nos différentes représentations soit alors des plus étroites.

M. le Conseil fédéral Graber remercie M. Wurth et ouvre la discussion.

M. l'Ambassadeur de Rham :

L'accueil réservé par les autorités italiennes aux récentes décisions de Bruxelles a été bienveillant; le problème de la main d'oeuvre, qui revêt une importance toute particulière pour l'Italie dans le cadre des négociations Suisse-CEE, n'a pas été monté en épingle. On a l'impression que le dossier suisse n'a été traité que sommairement jusqu'ici à Rome et qu'il n'existe pas, dans les grandes lignes, de graves divergences de vues. Quelques points méritent néanmoins d'être mis en évidence.

En matière agricole, l'Italie désire négocier sur certains produits; elle espère compenser dans ce secteur les concessions qu'elle fera à la Suisse sur le plan industriel.

dodis.ch/34580

En ce qui concerne la main d'oeuvre, on peut constater d'ores et déjà les effets positifs de la récente rencontre des deux ministres des affaires étrangères. La presse se montre un peu plus souple et les autorités italiennes ont l'impression que l'affaire est maintenant sur une meilleure voie. L'on reste toutefois à la merci du moindre incident.

Un point fort délicat n'a pas encore été invoqué par l'Italie, bien que soulevé par les représentants de la CEE : celui de la différence de traitement dont bénéficient certains travailleurs en provenance d'autres pays de la CEE par rapport aux ouvriers italiens (pour l'assimilation, période de 5 ans au lieu de 10). Relevons toutefois que le gouvernement italien prépare un contre-document aux propositions faites par M. l'Ambassadeur Grübel, ce qui pourrait servir de base à de nouvelles discussions.

Sur un plan plus général, on enregistre une certaine inquiétude de l'Italie face à l'élargissement de la CEE; les autorités avaient en effet placé quelques espoirs dans l'unification politique de l'Europe qui devrait leur permettre de résoudre plus facilement certains problèmes intérieurs. Or, l'on constate d'une part que l'entente franco-britannique s'est réalisée au détriment de l'idée de supranationalité et d'autre part que l'influence de la Communauté sur la vie politique et économique en Italie, a été moins grande que prévu (le chômage est en augmentation; la production a diminué, près de 19 millions d'heures de travail ayant été perdues; les prix et les salaires ont fortement augmenté et de nouveaux conflits sociaux éclateront peut-être cet automne). L'Italie espère néanmoins qu'il sera possible d'aboutir à une plus grande unité politique de l'Europe

Différentes réformes sont actuellement envisagées, en particulier sur le plan fiscal où l'on doit prendre d'ici à la fin de l'année les mesures qui permettront l'introduction de la TVA.

dodis.ch/34580

Relevons pour terminer que nous verrons en septembre de plus près ce que les représentants italiens auront rapporté de Bruxelles et sur quels points ils auront dès lors fixé leur attitude.

M. l'Ambassadeur Dupont :

La France a toujours soutenu les efforts que nous avons déployés en vue de nous rapprocher de la CEE. Cet appui trouve différentes explications.

A l'origine l'Europe se trouvait en présence de deux alternatives, l'une supranationale dont ne voulait pas le Général de Gaulle, l'autre confédérale qu'il n'était pas disposé à concevoir avec la participation de la Grande-Bretagne. Egalement opposé à la supranationalité, le Président Pompidou s'est toutefois montré plus souple et pragmatique que son prédecesseur et il a opté pour une solution confédérale englobant aussi le Royaume-Uni et impliquant une certaine harmonisation politique, à côté de l'intégration économique et de la coordination monétaire. M. Pompidou n'en a pas moins conservé ses réserves à l'égard de l'atlantisme. La coopération avec les neutres devrait rééquilibrer quelque peu la CEE après l'admission de trois nouveaux pays membres de l'OTAN.

La France est également consciente de l'importance de nos liens commerciaux et financiers avec la CEE et elle tient en outre à développer encore ses relations de bon voisinage.

Cela nous a valu tout son appui le 26 juillet, alors que la CEE devait décider d'établir un mandat; la France adopta par la suite une position un peu plus réservée à Bruxelles où elle sa rallia finalement à la formule la plus large qui était proposée.

Au stade actuel des négociations, Paris cherchera à tirer certains avantages de notre part; les autorités françaises seront en effet obligées de tenir compte des réserves émises par les milieux industriels et par les autres secteurs les plus sensibles. Elles évitent par ailleurs de parler de "libre

dodis.ch/34580

échange", car elles craignent de voir la CEE se "diluer" en une zone de libre échange. La France n'a pas encore arrêté sa position définitive en matière agricole; elle est toutefois consciente du fait que de trop grandes concessions porteraient atteinte à la position de la CEE dans le cadre de futures négociations, en particulier avec le Canada et les USA.

Paris n'est pas défavorable au caractère évolutif que nous voulons donner à notre futur accord, en vue d'apporter aussi, par la suite, notre contribution dans d'autres domaines.

Bundesrat Brugger :

Ich möchte die Gelegenheit wahrnehmen, um Ihnen für Ihre tatkräftige und wirksame Mitarbeit in der Frage der Integration zu danken. Ich bedaure, nur kurze Zeit bei Ihnen sein zu dürfen, da ich heute noch an zwei parlamentarischen Kommissionssitzungen teilnehmen muss.

In der Frage der Integration befinden wir uns gegenwärtig in einer sehr wichtigen Phase. Mir scheint, dass die Lösung des Problems eine grosse Herausforderung für unsere Generation darstellt. Die Lösung, die sich abzeichnet, entspricht unserer unmittelbaren vordergründigen Zielsetzung. Sie darf dann als befriedigend angesehen werden, wenn es uns gelingt, gewissermassen den Schuh in der offenen Türe der EG zu halten.

Unsere Position ist insofern günstig, als der Bundesrat eine absolut geschlossene Haltung ausspielen kann. Wir können uns demzufolge auf die eigentliche Front konzentrieren. Unser besonderer Dank gebührt auch Herrn Botschafter Jolles, der es verstanden hat, unsern Standpunkt immer wieder klar und deutlich zum Ausdruck zu bringen. Das bisher Erreichte deckt sich mit den Intentionen des Bundesrates und findet wohl auch Zustimmung im Parlament. Gewisse Schwierigkeiten bereitet uns die schweizerische Oeffentlichkeit, namentlich die alemannische Schweiz. Hier ist noch immer eine grosse Skepsis gegenüber dem Integrationsproblem festzustellen. Sie ist zum Teil mitbedingt durch andere Probleme, wie namentlich die Fremdarbeiterfrage. Momentan ist zwar eine

dodis.ch/34580

gewisse Beruhigung festzustellen. Untergründig sind diese Kräfte immer noch wirksam; auch an der Innenfront bleibt deshalb noch allerhand zu tun. Es gilt, die schweizerische Oeffentlichkeit davon zu überzeugen, dass es keine gesunde schweizerische Entwicklung in einer ungesunden europäischen Umgebung geben kann. Persönlich bin ich aber überzeugt, dass auch in dieser Frage ein Reifungsprozess stattfindet. Ich bin insofern optimistisch, als ich glaube und hoffe, dass sich dieser Prozess noch akzelerieren wird, hat doch gerade in jüngerer Zeit in andern wichtigen Fragen oft ein Gesinnungswandel stattgefunden - ich errinere an das Problem des Frauenstimmrechts -, der einige Jahre zuvor noch unwahrscheinlich erschien. So besteht Grund zur Hoffnung, dass dies auch in der europäischen Frage möglich ist und wir am Aufrichtefest des europäischen Integrationsgebäudes beteiligt sein werden.

Botschafter Lacher :

In Bonn waren in der jüngsten Zeit keine neuen Entwicklungen in der Integrationsfrage festzustellen. Wegen der Ferienzeit hat man sich nicht mehr mit der üblichen Intensität mit der Frage befasst; auch die Währungskrise und die Ostpolitik haben das Integrationsproblem vorübergehend etwas in den Hintergrund treten lassen. Immerhin hat in der vergangenen Woche eine Ministerialkonferenz stattgefunden. Die Mitglieder wurden beauftragt, das Studium der Erweiterung der Gemeinschaften zu vertiefen und in einer der nächsten Ministerialkonferenzen ihren Standpunkt vorzutragen.

Nach den Festellungen der Botschaft besteht auf deutscher Seite eine gewisse Unsicherheit mit Bezug auf die Entwicklungsfähigkeit eines Abkommens mit den Neutralen, wie dies von der Schweiz vorgeschlagen wird. Solange die Haltung Schwedens unklar bleibt, ist auch in der Frage der Entwicklungsfähigkeit des Abkommens kein Entscheid zu erwarten.

Immerhin schwebt der Bundesrepublik die Schaffung eines Organs vor, dem es obliegen würde, sich jederzeit mit neuen Fragen, die sich für die erweiterte Gemeinschaft stellen

dodis.ch/34580

könnten, zu befassen.

M. l'Ambassadeur Monfrini :

Différentes raisons d'ordre économique, technique et juridique ont été, ces dernières années, à l'origine d'importants changements dans l'attitude de la CEE à notre égard. Les neutres avaient été longtemps considérés avec méfiance en Belgique, en particulier par les "puristes" de la CEE. Cette disposition d'esprit a quelque peu changé; en effet, même en l'absence des neutres, le processus d'unification politique de l'Europe a subi de très importants retards et il est permis de douter de la justesse des vues exprimées sur ce plan dans le Traité de Rome, alors qu'au contraire le progrès des institution économiques a été une réussite éclatante. La position des Britanniques ne diffère guère de la nôtre en la matière et il convient d'ajouter qu'en doctrinaire intelligent le ministre Harmel s'est lui-même déclaré convaincu que les neutres pourraient apporter des éléments positifs à la construction de l'Europe. Il n'est dès lors pas étonnant que la récente déclaration de M. Pompidou en faveur d'une organisation interétatique de l'Europe n'ait guère soulevé de remous en Belgique.

Les autorités belges ont l'impression que la Suisse a fait de grands efforts en vue de se rapprocher de la CEE. Deux rencontres au niveau ministériel et deux autres à celui des secrétaires généraux n'ont pas peu contribué à ce résultat. La Suisse est désormais considérée comme un partenaire important, en particulier sur le plan monétaire.

En ce qui concerne les modalités d'exécution, les Belges seront favorables à l'adoption de la variante B (zone de libre échange). Ils n'auront pas, à notre égard, de revendications particulières et soutiendront d'une manière modérée les demandes des autres membres de la CEE; des exigences italiennes exagérées, en matière de main d'oeuvre par exemple, ne rencontreraient de leur part qu'un appui peu enthousiaste, car la Belgique doit également affronter des problèmes d'infrastructure et de main d'oeuvre et elle doit en outre résorber un

dodis.ch/34580

chômage relativement important. Nul doute qu'elle ne soufflera pas sur le feu.

Quelle sera son attitude à l'égard de nos efforts en vue d'obtenir, dans le cadre de notre futur statut, d'autres domaines de collaboration que ceux déjà compris dans la variante B ? Sur le fond, les autorités belges sont d'accord, mais elles ne sont pas disposées à accorder trop d'intérêt à ces questions particulières avant certaines échéances (création de l'Europe des Dix), de peur de compromettre tout l'édifice. Il n'est donc pas exclu qu'elles rejettent nos propositions, alors même que celles-ci leur paraissent souhaitables en elles-mêmes.

M. l'Ambassadeur Caillat :

L'attitude des Pays-Bas envers la Suisse et les pays neutres a fortement changé sous l'impulsion de M. Luns. On pouvait craindre que le nouveau gouvernement se montre moins favorable à notre pays, mais cela n'a pas été le cas.

En matière d'intégration européenne, les considérations politiques sont aussi importantes que les données économiques (saluons en passant la récente création, par le Chef du Département, d'un Secrétariat politique qui ne manquera pas d'être fort utile aussi dans ce domaine). L'idée de supranationalité a longtemps été la clef de la politique des Pays-Bas qui voulaient contraindre tous les autres états européens à s'intégrer, y compris les neutres qui auraient dû renoncer à leur neutralité. Le ministre Luns prit toutefois conscience du fait que l'heure de l'Europe politique était déjà passée; la priorité devait dès lors être donnée à l'élargissement du Marché commun et ce au détriment de la supranationalité.

En ce qui concerne les accords avec les non-candidats, les Pays-Bas ont longtemps insisté sur la nécessité d'un volet agricole. Les autorités néerlandaises se font maintenant un peu moins pressantes, car elles craignent que des allègements accordés dans ce secteur n'entraînent des difficultés avec les USA.

dodis.ch/34580

Or, elles tiennent tout particulièrement à de bonnes relations entre la CEE et les USA et au maintien de la présence militaire américaine en Europe. Leurs préoccupations politiques apparaissent également lorsqu'elles abordent des problèmes d' harmonisation; elles étaient encore favorables, l'an passé, à une harmonisation tarifaire Suisse-CEE, mais se montrent aujourd'hui moins insistantes, eu égard au Gatt qui reste à leurs yeux un important point de rencontre avec les USA qu'il convient de préserver.

En résumé, on peut dire que l'attitude des Pays-Bas est principalement dictée par deux considérations politiques, la nécessité d'un renforcement de la CEE et celle de la sauvegard de l'atlantisme; les autorités néerlandaises n'accepteront dès lors pas de conclure avec la Suisse un accord qui porterait préjudice aux intérêts américains.

Botschafter Feller :

Luxemburg und die Schweiz haben als Kleinstaaten viel Gemeinsames Die Schweiz findet denn auch bei Luxemburg verhältnismässig viel Sympathie und Verständnis. Für uns fällt das umsomehr ins Gewicht, als Persönlichkeiten wie Werner und Thorn in den Gemeinschaften ein Gewicht haben, das die Bedeutung dieses Kleinstaates bei weitem übersteigt.

Die persönlichen Kontakte lassen sich in diesem Staate besonders leicht herstellen, und so wussten wir denn auch Verhältnismässig früh, dass die Freihandelslösung im Ministerrat akzeptiert würde. Nach wie vor stellt sich aber die Frage nach dem Wie. Auch Luxemburg konnte sich noch nicht auf eine bestimmte Konzeption festlegen. Die Haltung Schwedens, namentlich was die Aussenzölle betrifft, scheint Luxemburg besondere Schwierigkeiten zu bereiten. Die Verantwortlichen in Luxemburg sind offenbar darüber irritiert, dass Schweden und die Schweiz unterschiedliche Konzeptionen vertreten, obschon die Integrationssbedingungen für beide Länder ähnlich sein müssten. Was die schweizerische Konzeption betrifft, so hat Luxemburg grosses

dodis.ch/34580

Veständnis für die Referendumsfrage. Etwas skeptischer sind die Verantwortlichen bezüglich der Neutralität; dies als Folge des unterschiedlichen Schicksals der beiden Länder im Laufe der jüngern Zeitgeschichte. Luxemburg fühlt sich in einem grössern Verband heute sicherer und, was die Entfaltungsmöglichkeiten der Wirtschaft betrifft, in einer vorteilhafteren Lage; Luxemburg weist heute das grösste Sozialprodukt der EG auf.

Das Gefühl, in einem grössern Verband über bessere Grundlagen staatlicher Existenz zu verfügen, hat vor allem durch zwei Ereignisse der jüngsten Zeit noch Auftrieb erhalten : durch dieWährungskrise einerseits und durch das Schicksal Nationalchinas anderseits. Erstere hat Luxemburg von der Notwendigkeit einer engen zwischenstaatlichen Zusammenarbeit erneut überzeugt; das Schicksal Nationalchinas wird in Luxemburg als Beweis dafür angesehen, dass das internationale Gewicht eines Kleinstaates gering ist und auf einen Rückhalt in einem grössern Verband angewiesen ist. Es darf gesagt werden, dass Luxemburg bestimmte Hoffnungen in eine engere Zusammenarbeit zwischen den Gemeinschaften und der Schweiz setzt und ein echtes Interesse an einer vermehrten Kooperation zeigt, wohl nicht zuletzt auch deshalb, weil man der Auffassung ist, auch die Schweiz werde sich früher oder später gezwungen sehen, stärkere Bindungen zu suchen.

Botschafter Jolles :

Ich danke den sechs Botschaftern der EG-Mitgliedstaaten für ihre Darlegungen. Wir müssen uns nun überlegen, was wir angesichts der nuancierten und recht unterschiedlichen Haltungen der sechs EG-Staaten vorzukehren haben, um eine Basis für das weitere Vorgehen zu schaffen. Wenn wir erfolgreich intervenieren wollen, müssen wir uns auf einige ganz wenige Punkte beschränken. Die bisherigen Erfahrungen bestätigen die Richtigkeit dieses Vorgehens. Bisher haben wir uns auf ganz bestimmte Ziele konzentriert : zunächst wollten wir mit den EG überhaupt ins Gespräch kommen; sodann ging es darum, den zeitlichen Decalage zu verhütenund schliesslich haben wir auf eine Weichenstellung zu Gunsten der Variante B des Kommissionsberichtes (Freihandelslösung) hingewirkt.

dodis.ch/34580

Es stellt sich nun die Frage, worin unser nächstes Ziel zu bestehen hat. Wir haben dabei davon auszugehen, dass die 6 EG-Staaten Ende Juli einstimmig der Variante B zugestimmt haben. Zwei Gründe mögen dafür den Ausschlag gegeben haben. Einmal die zeitliche Ueberlegung, die den Wunsch nach einer möglichst einfachen Lösung aufkommen liess, und sodann das Bestreben, die zukünftige Entwicklung der Gemeinschaften nicht durch Einräumung eines Mitspracherechts an die Nichtbeitrittskandidaten zu belasten.

Es liegt in der Logik dieser Entwicklung, wenn wir uns nun darauf konzentrieren, dass die in Aussicht genommene Lösung funktionsfähig gemacht wird. Dabei haben wir auf zwei Elemente zu achten, einerseits auf die Ausgestaltung der Wettbewerbsregeln, der Schutzklausel usw. und andererseits auf die Entwicklungsfähigkeit des Abkommens. Gerade dieses letztere Element kann den Schlüssel für die sechs Staaten zu einer Lösung mit der Schweiz bilden, wie dieses Element auch in der Schweiz den Schlüssel für ein Arrangement mit den EG bildet. Dies ist gleichzeitig auch der Ansatzpunkt, um etwas mehr Substanz in das Abkommen hineinzubringen.

Beide Elemente sollten sich durchsetzen lassen, weil hiermit nicht etwas grundsätzlich Neues geschaffen wird. Was das zweite Element im besondern betrifft, so versuchen wir lediglich die Kontaktmöglichkeiten, die bereits bilateral bestehen, auf die Gemeinschaft zu übertragen. Die Eigendynamik der Gemeinschaften hat es in sich, dass der Spielraum der einzelnen Staaten immer enger werden dürfte. Es geht demnach darum, diejenigen Gebiete, wo bilaterale Gespräche nicht mehr möglich sein werden, auf die Gemeinschaft zu übertragen. Ferner gilt es zu vermeiden, dass von Fall zu Fall immer wieder neue Kontaktformen gesucht werden müssen. Die jüngste Währungskrise ist ein vorzügliches Beispiel, mit dem man die Notwendigkeit einer institutionalisierten Gesprächsbasis illustrieren kann.

Botschafter Weitnauer :

Zunächst ein Wort zur Frage des Beitritts Grossbritanniens zu den EG. Dass es zum Beitritt kommen wird, ist so

dodis.ch/34580

gut wie sicher. Ganz unvorhergesehene Ereignisse vorbehalten wird sich im Unterhaus eine Mehrheit von rund 40 Stimmen ergeben. Würde man auf Seiten der Regierung und der Opposition auf die Auferlegung der Parteidisziplin verzichten, so wäre die Mehrheit noch weit grösser. Schon jetzt wird Grossbritannien von den Sechs informell in wichtigen Fragen, welche die Zukunft der Gemeinschaften betreffen, konsultiert. Ist einmal der formelle Beitrittsbeschluss Ende Oktober dieses Jahres gefasst, so wird die Zusammenarbeit zwischen der Sechsergemeinschaft und dem Vereinigten Königreich weiter systematisiert werden, bis am 1. Januar 1973 England in aller Form in die EG-Gemeinschaft aufgenommen wird.

In diesem Zusammenhang ist für uns die Frage von Bedeutung, wie sich Grossbritannien zu unseren Sonderwünschen gegenüber den EG verhält. Allgemein gesprochen kann man sagen, dass England für uns kein Hindernis darstellt. Dies ist jedoch ein vorläufiges Urteil. Die Briten haben sich noch nicht in allen Einzelheiten Gedanken darüber gemacht, wie die Welt sich für sie präsentieren wird, wenn sie einmal der Gemeinschaft angehören. Es ist daher nicht von vornherein gewiss, dass Grossbritannien immer als ein Protektor der schweizerischen Interessen innerhalb der EG betrachtet werden kann. Für den Augenblick hegen die Briten, was uns betrifft, nur eine einzigeSorge, und sie ist, dass die Schweiz durch die Anmeldung komplizierter Sonderwünsche in ihren Verhandlungen mit den EG die Gleichzeitigkeit des Inkrafttretens aller mit der Erweiterung in Zusammenhang stehenden Vereinbarungen gefährden könnte. Eine genaue Aufklärung über die von uns angestrebten Nahziele hat jedoch wesentlich zu ihrer Beruhigung beigetragen.

Ich möchte mich noch zu einigen grundsätzlichen Aspekten der schweizerischen Integrationspolitik äussern. Es wäre verfehlt, die europäische Integration als einen isolierten Prozess zu betrachten. Europa ist mit der übrigen Welt durch tausend Bande verknüpft, es hat auf die Politik vor allem der Supermächte - Amerika, Sowjetunion und immer mehr auch China -

dodis.ch/34580

Rücksicht zu nehmen, und Westeuropa im besonderen muss namentlich unter dem Gesichtspunkt einer wirksamen militärischen Verteidigung die atlantische Partnerschaft mit den USA sehr pflegen. Diese Optik gilt, trotz seiner von niemand angezweifelten Neutralität, weitgehend auch für unser eigenes Land, das mit beiden Ufern des Atlantik in einer Schicksalsgemeinschaft verbunden ist. Die kürzlichen Massnahmen Washingtons zur Sanierung der amerikanischen Wirtschafts- und Finanzlage haben eine Krise offenbar gemacht, die seit langem schwelte. Sie ist darauf zurückzuführen, dass die Vereinigten Staaten sowohl Japan als auch Westeuropa immer besonders bevorzugt behandelt, ja recht eigentlich verwöhnt haben. Was Europa betrifft, hing dies mit der grossen politischen Hoffnung der USA, dass sich aus der Sechsergemeinschaft in absehbarer Zeit ein europäischer Bundesstaat würde aufbauen lassen, zusammen. Beide - die EWG und Japan - haben die Amerikaner zunehmend enttäuscht, die Japaner durch ihre nach wie vor sehr restriktive Handelspolitik, die EWG durch den rücksichtslosen Aufbau ihrer den amerikanischen Handel diskriminierenden Wirtschaftsmacht. Dabei steht die gemeinsame EWG-Agrarpolitik als ein für die Amerikaner besonders lästiges Phänomen im Vordergrund; aber auch die Tendenz der EWG, sich mit einer Präferenzzone im Mittelmeerraum zu umgeben, die mehr oder weniger Gattkonform ist, hat auf die Amerikaner sehr störend gewirkt. Nun hat sich der in den USA angesammelte Aerger und Unmut entladen, und die Kluft, die zwischen Amerika und seinen beiden hauptsächlichen westlichen Handelspartnern, der EWG und Japan, besteht, ist offenkundig geworden. Ebenso klar ist es, dass die mannigfachen Probleme, die das Verhältnis Amerikas zu seinen Partnern belasten, nur gesamthaft geregelt werden können. Meines Erachtens jedenfalls ist damit zu rechnen, dass die Amerikaner die nun anhebenden Gespräche nicht auf die Handels- und die Währungspolitik beschränken werden. Die gemeinsame Tragung der Verteidigungslasten, der Umweltschutz, die Weltagrarprobleme und manches andere werden Gegenstand der Verhandlungen sein. Es geht mit andern Worten um eine Generalbereinigung in der westlichen Welt - der Welt der in der OECD zusammen-

dodis.ch/34580

geschlossenen Staaten -, und es wird nicht länger möglich sein, dass gerade die EWG ihre Politik sozusagen unter Ausschluss der Oeffentlichkeit, ohne Rücksicht namentlich auf die Amerikaner, nach ganz eigensüchtigen Gesichtspunkten weiterbetreibt.

Dies ist der Hintergund, auf dem wir die Zukunft Westeuropas und die unseres eigenen Landes sehen müssen. Der Weg der Schweiz in die Welt - in die grosse, weite Welt - führt nicht über die EG, in dem Sinne, dass wir uns ganz der Führung der Gemeinschaft zu überlassen hätten. Unser Land muss als dritte Finanzmacht und zwölfte Handelsmacht der Welt diesen Weg selbständig beschreiten; wir haben die Kraft und die Mittel dazu. Anderseits bedarf die Wichtigkeit der Bereinigung unseres Verhältnisses mit der erweiterten kleineuropäischen Gemeinschaft keiner besonderen Betonung. Beide Interessen sind für uns gleich wichtig, die Regelung unseres Verhältnisses mit den EG und die weitere Ausgestaltung unserer Beziehungen zur übrigen Welt. Wir befinden uns in dieser Haltung in Uebereinstimmung mit Grossbritannien - mutatis mutantis et ceteris paribus - ; auch England wird mit seinem Beitritt zur EWG keineswegs eine Abwehrstellung gegenüber der übrigen Welt einnehmen und schon gar nicht seine Interessen dort vernachlässigen wollen. Das Ziel des United Kingdom ist vielmehr, durch seinen Beitritt zur erweiterten Gemeinschaft eine neue weltpolitische Rolle zu finden und vermehrten Einfluss auf die Geschehnisse in allen Weltteilen nehmen zu können.

In diesem Zusammenhang ist darauf Bedacht zu nehmen, dass unsere Politik sich von allem fernhält, was zu einer Entfremdung mit den Vereinigten Staaten führen könnte; dies ist gewiss die britische Linie und sollte auch die unsere sein.

Botschafter de Keller :

Irlands Integrationspolitik ist von einem Gedanken beherrscht : Anschluss an die EG zu ähnlichen Bedingungen, wie sie für die andern beitrittswilligen Staaten vorgesehen sind. Irland glaubt, dass seine Beitrittschancen durch die Einigung

dodis.ch/34580

Pompidou-Heath in entscheidendem Masse verbessert wurden. Der bisherige Verlauf der Verhandlungen in Brüssel ist befriedigend. Die irischen Sonderwünsche sind teilweise bereits erfüllt. Fragen der Fischerei, der Regionalpolitik, des Schutzes der irischen Arbeitskräfte etc. sollten ebenfalls geregelt werden können.

Der irische Beitritt zu den EG untersteht zwar dem Referendum, doch wird der Volksentscheid positiv ausfallen, befürwortet doch nur eine kleine Minderheit eine weniger weitgehende Lösung, wie sie zum Beispiel die Schweiz anstrebt.

Aehnlich wie Luxemburg glaubt Irland, im Rahmen einer grösseren Gemeinschaft bessere und sicherere Existenzmöglichkeiten zu finden. Gleichzeitig dürfte es dadurch endlich von seinem bisherigen Schicksal, sich immer im Schlepptau Grossbritanniens befinden zu müssen, erlöst werden. Im weitern hofft Irland auch, dass die EG sich allmählich zu einer Art Bundesstaat entwickeln werden und sich alsdann bessere Voraussetzungen für eine endgültige Lösung des irländischen Wiedervereinigungsproblems herauskristallisieren könnten.

Ueber ihre Beziehungen zu den Nicht-Beitrittskandidaten bei und nach dem Beitritt scheint sich die Regierung kaum Gedanken zu machen. Sie ist von den eigenen Beitrittsproblemen vollkommen in Anspruch genommen. Es darf kaum mit einer eigentlichen Unterstützung der schweizerischen Begehren durch Irland gerechnet werden. Andererseits werden uns von irischer Seite her auch keine Schwierigkeiten erwachsen. Die Grundeinstellung Irlands uns gegenüber ist generell positiv, wobei allerdings das irische Verständnis für unsere Orthodoxe Neutralität im Abnehmen begriffen ist. Irland wird sich in der Frage der Behandlung der Neutralen der Mehrheit, die sich innerhalb der EG bilden wird, anschliessen.

Es liegt in unserm Interesse, das Verhältnis dadurch zu pflegen, dass die Regierung laufend von unsern Schritten unterrichtet wird. Ich möchte bitten, dass den Botschaftern im richtigen Moment ein Arbeitspapier z.Hd. der leitenden EG-Sachbearbeiter der Aussenministerien zugestellt wird, worin unsere

dodis.ch/34580

Wünsche und Ziele sowie unsere Gegenleistungen klar zum Ausdruck kommen. Ein solches Papier ist für die Sachbearbeiter sehr nützlich, wenn diese von der Regierung gefragt werden, welchen Standpunkt die Schweiz vertritt.

Interruption de la séance - Reprise à 15 h.

M. l'Ambassadeur de Tribolet :

La Finlande présente un cas assez particulier, puisqu'il s'agit là d'un pays auquel l'URSS accorde le droit d'exister sous différentes conditions. Le traité finno-soviétique d'amitié et de coopération (1948) précise d'ailleurs qu'elle doit rester "en dehors des conflits entre les grandes puissances". Les Finlandais n'ignorent pas que leur situation ne peut durer qu'aussi longtemps que règne la paix sur le continent et ils ont dès lors longtemps souhaité la réalisation d'une Europe s'étendant de l'Atlantique à l'Oural; cette perspective gaullienne était encore accentuée par les liens étroits qui existaient entre les présidents de Gaulle et Kekkonen. Ce dernier qui marque de sa forte empreinte la politique étrangère de son pays, favorisa d'abord le Nordek, mais y renonça dès qu'il comprit que sa vision de l'Europe n'avait guère de chances de se concrétiser. Il décida alors d'affronter seul la CEE, se fixant pour objectif d'obtenir un accord commercial incluant également les dérivés du bois. Il se heurte sur ce plan à la forte résistance des "papetiers" de la CEE.

La situation finlandaise n'est en définitive pas très différente de celle de la Grande-Bretagne, le rôle tenu dans ce dernier pays par les syndicats étant joué en Finlande par un parti communiste très puissant, bien que déchiré actuellement entre staliniens et révisionnistes. Les difficultés rencontrées en politique intérieure seront dès lors plus difficiles à surmonter que les divergences qui pourraient surgir entre Helsinki et la CEE.

dodis.ch/34580

Botschafter Escher :

Seit dem Zeitpunkt, da Oesterreich erfolglos versuchte, im Alleingang die Integrationsfrage zu lösen, ist die oesterreichische Haltung praktisch identisch mit der unsrigen. In Oesterreich besteht heute der Wille zu engster Zusammenarbeit mit der Schweiz. Dies gilt sowohl auf Regierungs- als auch auf Beamtenebene. Für Wien schafft die Möglichkeit, auf diesem Gebiet mit der Schweiz zusammenarbeiten zu können, auch gewisse Erleichterungen im Verhältnis zu Russland.

Oesterreich bedauert es, dass es nicht gelungen ist, enger mit Schweden zusammenzuarbeiten. Kreisky, der den nordischen Staaten persönlich sehr nahe steht, versuchte erfolglos, Palme bei seinem jüngsten Besuch in Oesterreich auf die oesterreichisch-schweizerische Linie zu bringen. Palme machte geltend, dass die schwedische Haltung durch die Rücksicht auf die nordischen Staaten bestimmt werde.

Wien ist von der Wahl der Variante B weitgehend befriedigt, macht sich jedoch gewisse Sorgen wegen des Vorbehaltes des Ministerrates bezüglich der Stahlindustrie. Es hofft, dass Oesterreich wenigstens keine weitern Erschwerungen entstehen, nachdem die oesterreichische Stahlindustrie von der EFTA ohnehin nicht stark profitiert hat.

Die oesterreichische Regierung ist mit dem schweizerischen Programm in sachlicher und zeitlicher Hinsicht einverstanden. Gleich wie wir ist sie daran interessiert, dass das Verhandlungsmandat die eigentlichen Verhandlungen nicht zu stark präjudizieren sollte. Was die Art des Abkommens betrifft, so würde Wien einem Kollektivvertrag den Vorzug geben, vor allem mit Rücksicht auf den Osten. Auf die Entwicklungsfähigkeit des Abkommens wird in Wien weniger Gewicht gelegt; in Bezug auf die Durchsetzbarkeit des diesbezüglichen Begehrens, wie es von der Schweiz gestellt wurde, ist sogar eine gewisse Skepsis festzustellen. Gleichwohl möchte Wien aber auch in diesen Punkten den Kontakt mit der Schweiz aufrechterhalten. Im Agrarsektor

dodis.ch/34580

hat Oesterreich Exportinteressen, für die es im Rahmen von Sonderbesprechungen mit den EG eine Lösung suchen möchte.

Es versteht sich, dass Wien wie bis anhin über das Vorgehen laufend genau orientiert wird. Im übrigen könnte man sich vielleicht fragen, ob in einem bestimmten Moment die oesterreichische Diplomatie für unsere Ziele eingespannt werden könnte.

Inzwischen gehen die Verhandlungen über ein Interimsabkommen, das eine erste, teilweise Herabsetzung der Zölle zum Gegenstand hat, weiter, ohne dass ihnen aber besonderes Gewicht beigemessen würde.

Botschafter Fässler :

Schweden weiss heute noch nicht recht, welchen Weg es einschlagen soll. Schweden hat sich im Laufe der letzten 50 Jahre von einem verhältnismässig armen Land zu einem hochindustrialisierten Staat entwickelt und ist erst via EFTA und neuestens über seine Kontakte mit den EG näher an Europa herangerückt. Schweden fühlt sich immer noch stark im nordischen Raum verwurzelt. Unter anderem ist es auch zum Fenster Finnlands nach dem Westen geworden. Palme befindet sich immer noch auf der Suche nach einer Lösung, die den Interessen des nordischen Raumes hinreichend Rechnung trägt. Die schwedische Neutralität scheint dabei die Bemühungen der Regierung eher zu erschweren als zu erleichtern, wurde doch die schwedische Neutralität von seiten der EG stark in Frage gestellt.

In der Oeffentlichkeit ist die Meinung weit verbreitet, dass die von den EG ins Auge gefasste Freihandelslösung den schwedischen Bedürfnissen nicht genüge, da gewisse Industriesektoren und auch der Agrarsektor hievon ausgeschlossen blieben. Die von Schweden angestrebte Maximallösung ist deshalb taktisch bedingt; man hofft immer noch, trotz gewisser Abstriche, die zweifellos in Kauf genommen werden müssen, Mehr herauszuholen als die andern Neutralen. Spätestens seit dem Besuch von Schumann hat man aber eingesehen, dass die Möglichkeit

dodis.ch/34580

einer Assoziation nicht in Frage kommt und auch ein weitergehendes Abkommen, als dasjenige mit den andern Neutralen, nur äusserst schwer erhältlich sein dürfte.

Schweden wird im Laufe der nächsten 3 Wochen seine Haltung präzisieren müssen. Dies dürfte nicht einfach sein, treten doch die Export- und Industriekreise nach wie vor für den Beitritt ein, während die Haltung der Gewerkschaften in dieser Frage gespalten ist. Zum Teil befürchten diese das Absinken des Lebensstandards und einen vermehrten Andrang ausländischer Arbeitskräfte. Palmes Stellung ist heute sowohl im Parlament als auch in der Oeffentlichkeit geschwächt. Im Parlament vermag er sich nur mit der stillschweigenden Zustimmung der Kommunisten durchzusetzen; auch innerhalb des Ministerrates hat er nicht das nötige Eigengewicht. Zudem ist seine Position weitgehend auf die sozialistischen Jugendorganisationen abgestützt, die ihrerseits ein engeres Verhältnis mit den EG ablehnen.

M. l'Ambassadeur Marcuard :

La question de l'aide au développement n'a, semble-t-il pas encore été soulevée lors de nos discussions avec le Marché commun. Il existe pourtant un Fonds européen dont l'activité, certes modeste, est basée sur les contributions des Etats-membres. La CEE ne nous a-t-elle jamais demandé de contribuer à ce Fonds européen de développement ? Comment expliquer cette attitude ? Des pays tels que la Suède ont-ils par ailleurs essayé de mettre en évidence, lors de discussions avec la CEE, l'importance de leur aide au Tiers-Monde ?

M. l'Ambassadeur Marcionelli :

Il existe aussi une Banque européenne des investissements. Les mêmes questions se posent à son sujet.

M. l'Ambassadeur Humbert :

On peut avoir certaines craintes quant au sort qui sera réservé par les citoyens suisses au projet que nos négociateurs sont en train d'élaborer avec tant de soin.

dodis.ch/34580

Une question se pose par ailleurs : certains gouvernements européens désirent aboutir à un arrangement semblable pour tous les neutres; or, la Suède, par exemple, est disposée à aller plus loin que nous dans différents domaines; dans quelle mesure les concessions faites par les autres neutres pourraient-elles affecter notre propre position de négociations ?

M. l'Ambassadeur Heimo :

Nous devons rechercher un équilibre entre nos intérêts européens et extra-européens. L'une des voies qui y mène est la coopération multilatérale; dans le cadre de l'OCDE, nous collaborons étroitement avec 23 pays, parmi lesquels les membres de la CEE et de l'AELE, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie. Les champs d'activité de ladite organisation sont très variés et vont de la politique économique (examen régulier des problèmes propres à chaque pays membre, analyse de problèmes spécifiques tels que l'inflation, etc.) à la politique monétaire (balance des paiements, etc.) et à celle des échanges (crédits à l'exportation, préférences généralisées) en passant par la politique agricole (analyse portant surtout sur les aspects techniques), la recherche routière, l'aide au développement, l'énergie, l'environnement, la science, l'éducation, etc.

L'efficacité de l'OCDE est parfois mise en doute. Certes, il est rare que des résultats spectaculaires soient obtenus; la tâche est toutefois difficile, car elle consiste à infléchir les politiques nationales dans le cadre de l'économie de marché. Le désordre actuel ne plaide pas non plus en faveur de l'efficacité des organisations concernées; il convient néanmoins de souligner que ce désordre ne résulte pas d'un vice structurel, mais qu'il est bien plutôt la conséquence d'un retard de la coopération sur l'évènement. C'est ainsi qu'il a été décidé en mai dernier de charger un groupe d'experts d'étudier les problèmes monétaires; or, ce groupe n'avait pas encore été constitué lorsqu'éclata la crise; il a donc été pris de vitesse par l'évènement.

dodis.ch/34580

Notre activité à l'OCDE permet de constater que le volet mondial de notre politique économique reste bien vivant. Il conviendrait de mettre davantage l'accent sur cet aspect du problème.

Botschafter Frey :

Verschiedene afrikanische Länder, mit denen ich bisher zu tun hatte, sind mit den EG assoziiert. Durch den Beitritt Englands zu den EG dürfte dieser Kreis noch ausgeweitet werden. Zweifellos haben diese Länder nicht die Absicht, ihr Schicksal mit Europa zu teilen. Sie haben andere Sorgen. Für die Schweiz stellt sich aber dennoch die Frage, wie sie ihr Verhältnis zu diesen Ländern gestalten will. Das Problem liegt auf der Linie der Bemerkungen der Herren Weitnauer und Heimo. Für die Schweiz ist dieses Problem umso grösser, als sie eigentlich erst vor kurzem damit begonnen hat, in diesen Ländern so richtig Fuss zu fassen. Im Vordergrund steht dabei nicht das Problem, wie wir das handelspolitische Verhältnis verstärken könnten, sondern die schweizerische Präsenz in diesen Ländern im allgemeinen. Hierfür erscheint mir die Entwicklungshilfe das geeignete Instrument. Um aber diese Möglichkeit richtig ausnützen zu können, ist es nötig, der Entwicklungshilfe den Anstrich des blossen Gebens zu nehmen und sie so zu konzipieren, dass sie den in Frage stehenden Ländern auch politisch etwas Greifbares zu bieten hat. Dies erscheint umso wichtiger, als diese Länder, vor allem Ostafrika, sich in einem politischen Vakuum befinden, in dem sich aber doch schon der asiatische Einfluss bemerkbar zu machen beginnt. Die Entwicklung in den nächsten 10-15 Jahren ist schwer voraussehbar. Immerhin vermöchte aber die Schweiz vielleicht durch eine richtig konzipierte Entwicklungshilfepolitik zu einem gewissen Ausgleich in dieser Region beizutragen, Voraussetzung ist aber der Wille zu vermehrter Präsenz.

Botschafter Jolles :

Auf Grund der vorangegangenen Diskussionen möchte ich meine Schlussbemerkungen auf 4 Gesichtspunkte ausrichten :

dodis.ch/34580

1. Das Verhältnis Europa - übrige Welt
2. Unser Verhältnis zu den übrigen Neutralen
3. Das weitere Vorgehen
4. Die Lage in der Schweiz

Vorerst möchte ich Ihnen aber für das rege Interesse danken, das Sie für die Frage der Integration bekundet haben. Es freut mich, feststellen zu können, dass sich die Diskussion, wohl infolge der intensivierten Beschäftigung mit dieser für uns so wichtigen Frage, derart belebt gestaltete. Nun zu den erwähnten Punkten im einzelnen.

1. Das Verhältnis Europa - übrige Welt. Ich stimme mit Herrn Botschafter Weitnauer darin überein, dass die Schweiz sich nicht in "Europa" einkapseln darf. Wir müssen gleichzeitig auch bestrebt bleiben, unsere weltweiten Beziehungen zu pflegen und auszubauen. Deshalb wurde auch ein Abkommen sui generis gesucht, das die sogenannte treaty making power wahrt. Damit ist auch die Frage von Herrn Botschafter Marcuard beantwortet. Wir sollten versuchen, unsere eigenständige Politik gegenüber den Entwicklungsländern weiterzuverfolgen. Eine Beteiligung am Europäischen Entwicklungsfonds würde die ehemaligen europäischen Kolonialgebiete in Afrika gegenüber den anderen Regionen, zu denen die Schweiz nähere Verbindungen hat (Lateinamerika, Asien) bevorzugen. Wir sollten auch auf diesem Gebiet die Universalität unserer Beziehungen pflegen. Dies vorausgeschickt, scheint mir das von Herrn Weitnauer gebrauchte Bild doch nicht ganz zutreffend. Europa stellt für die schweizerischen Aussenwirtschaftsbeziehungen im Vergleich zur übrigen Welt einen eindeutigen Schwerpunkt dar. Im weiteren ist zu bemerken, dass sich heute die europäische Front in Bewegung befindet und uns Verhandlungsmöglichkeiten eröffnet, während die Bemühungen für eine weitere Liberalisierung des Welthandels festgefahren sind. Es machen sich dort im Gegenteil als Folge der amerikanischen Währungs- und Wirtschaftsmassnahmen rückläufige Tendenzen bemerkbar. Unsere langjährigen Bestrebungen, das Arbeitsprogramm des GATT voranzutreiben, sind

dodis.ch/34580

anlässlich der letzten GATT-Tagung wiederum am Widerstand der vier Grossen, einschliesslich Grossbritanniens, gescheitert.

2. Das Verhältnis zu den übrigen Neutralen. Wir haben ein grosses Interesse daran, mit den anderen drei Neutralen zu marschieren. Dank des Umstandes, dass wenigstens zwei Neutrale wesentliches von unserer Konzeption übernommen haben, konnten wir unsere Verhandlungspotenz erhöhen. Andererseits bedeutete die Haltung Schwedens eine Hypothek, weil dieses Land bereit wäre, mehr zuzugestehen als wir. Die Hoffnung Schwedens erwies sich bisher als trügerisch; Schweden erhielt sowohl von Frankreich als auch von der Kommission eine klare Absage. Nachträglich zeigt es sich, dass in EG-Kreisen ein gewisses Bedauern darüber besteht, dass die übrigen Neutralen nicht zu gleichen Zugeständnissen wie Schweden bereit sind.

   Um Zeit zu gewinnen, werden wir uns nicht um die Vorschläge Schwedens kümmern. Wir werden auf unser Ziel hin arbeiten und hoffen, damit Schweden, für das immer noch, wie Herr Fässler bestätigte, eine gewisse "confusion des esprits" kennzeichnend ist, etwas auszumanöverieren. Wir haben den Vorteil, dass wir über eine klare, auf Oesterreich und Finnland abgestimmte Konzeption verfügen. Auch für Oesterreich hat dies Vorteile, da es sich gegenüber Russland immer darauf berufen können wird, dass es seine Haltung in der Integrationsfrage auf diejenige der Schweiz ausgerichtet hat. Was den Vorschlag von Herrn Botschafter Escher betrifft, so scheint er mir deshalb unzweckmässig, weil dadurch die Klarheit unserer Konzeption beeinträchtigt werden könnte.

3. Das weitere Vorgehen. Die weitere Entwicklung wird sich in zwei Phasen vollziehen.
   - Die Zeit bis zum 20. September. Es genügt, bis dahin Kontakte auf Sachbearbeiterebene anzuknüpfen und sich um eine Präzisierung des schweizerischen Standpunktes zu bemühen.
   - Nach dem 20. September wird Brüssel sehr rasch zu einem

dodis.ch/34580

Entscheid kommen müssen, da am 18. Oktober über Verhandlungsmandat entschieden werden soll. In dieser zweiten Phase müssen wir uns sowohl in den Hauptstädten als auch in Brüssel energisch einschalten. Ich möchte nochmals die Bedeutung der Entwicklungsfähigkeit unseres Abkommens mit den EG hervorheben und darauf hinweisen, dass in den ursprünglichen Richtlinien des Rates ein Begriffspaar verwendet wurde, indem dort einerseits von einer "Freihandelslösung" und anderseits von der Beteiligung der interessierten Länder an der "construction de l'Europe" gesprochen wurde. Dieses Begriffspaar kann als Argument für unser Begehren nach Schaffung eines Konsultationsmechanismus für nicht handelspolitische Probleme dienen. Die Interessenlage ist keineswegs einseitig, denn die EG haben ihrerseits ein grosses Interesse an der Mitarbeit der Schweiz auf Gebieten, auf denen unser Land eine Schlüsselstellung einnimmt (Verkehr, Technologie, Industriepolitik, Kapitalverkehr, Währungspolitik).

4. Die Situation in der Schweiz. Ich möchte hier auf die Bemerkung von Herrn Botschafter Humbert zurückkommen und die Wichtigkeit der Aufklärung der schweizerischen Oeffentlichkeit unterstreichen. Wie ich bereitserwähnte, hat der Bundesrat einen umfangreichen Integrationsbericht verabschiedet, der nächste Woche publiziert wird. Es handelt sich dabei um eine Art Weissbuch, in dem zum ersten Mal versucht wurde, die EG- Insttutionen in umfassenderWeise zur Darstellung zu bringen. Gleichzeitig sind darin unsere Verhandlungsziele umschrieben. Letztere durften nicht in allen Details dargelegt werden. Eine gewisse Vorsicht erschien nicht zuletzt, auch wegen der schweizerischen öffentlichen Meinung, gegeben. Sie können dies erwähnen, falls Sie darauf angesprochen werden sollten.

Botschafter Weitnauer :

Ich möchte festhalten, dass ich in den Auffassungen von Herrn Botschafter Jolles keine Gegensätzlichkeit zu meinen

dodis.ch/34580

eigenen feststelle. Seine Schlussfolgerungen sind die meinen. Ich teile seine Ansicht, dass wir gegenwärtig vor allem an der Front wirken müssen, die sich in Bewegung befindet; dies sind die Verhandlungen mit den EG. Ich glaube nicht, dass das GATT im Moment für eine neue weltumspannende Konferenz bereit wäre. Es schien mir indessen wichtig, darauf hinzuweisen, dass wir uns unsere Optionen vollkommen offen halten müssen. Die Erhaltung unserer "treaty making power" scheint mir das Stichwort zu sein, das übrigens auch von Herrn Botschafter Jolles erwähnt wurde. Die Diskussion von morgen über europäische Sicherheitsfragen wird uns Gelegenheit geben, auch die Zusammenarbeit der Neutralen auf diesem Gebiete zu erörtern. Wir sollten im Laufe der nächsten Monate diesen Problemen unsere besondere Aufmerksamkeit schenken. Gleichzeitig kann damit wertvolle Vorarbeit geleistet werden für die Zeit, da die Integrationspolitik nicht mehr im Mittelpunkt stehen und wir uns mit einer Reihe anderer vitaler Probleme konfrontiert sehen werden.

M. l'Ambassadeur Dominicé :

Au Conseil de l'Europe, il est facile de nouer de nombreux contacts avec les représentants de pays intéressés à l'intégration européenne et l'on peut dès lors aussi tirer certaines conclusions. C'est ainsi que l'on est amené à distinguer deux catégories de neutres, ceux qui sont liés par des traités (Autriche et Finlande) et font un peu figure de parents pauvres et ceux qui ont une plus grande autonomie (Suède et Suisse) et apparaissent comme des "enfants terribles'

La position suédoise n'est pas forcément immuable; le parti conservateur qui représente 45% des électeurs est en effet favorable à une adhésion complète et le deuxième parti non gouvernemental désire aussi nouer des liens plus étroits avec la CEE. Il suffirait dès lors d'un renversement de majorité pour que l'attitude suédoise change radicalement. La Suisse ne doit donc compter que sur elle-même.

dodis.ch/34580

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1971

Séance plénière du jeudi
2 septembre 1971 - 17.00 h.

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Présidence : M. le Conseiller fédéral Pierre Graber

M. le Conseiller fédéral Graber ouvre la séance et salue la présence de M. E. Lobsiger, directeur de l'Office du personnel qui quittera le service de la Confédération à la fin de l'année et assiste de ce fait pour la dernière fois à cette conférence annuelle. Il fait l'éloge de M. Lobsiger et le remercie spécialement de sa collaboration et de tout ce qu'il a fait pour faciliter les tâches administratives du département politique.

Comme toute armée ne peut vivre sans intendance, il donne la parole à son chef, M. l'Ambassadeur Janner pour un aperçu de ses problèmes.

M. l'Ambassadeur Janner : (cf annexe séparée)

M. le Conseiller fédéral Graber remercie M. l'Ambassadeur Janner et accorde 15 minutes pour les questions et suggestions.

Botschafter Escher :

Er dankt Herrn Janner für das instruktive und interessante Referat. Seiner Meinung nach sollte die Administration in Einzelfällen zu Vereinfachungen kommen. Zur Frage der Zentralisierung nimmt er als Beispiel den Ferienplan, welcher reine Theorie sei. Da die kommenden Ereignisse nicht bekannt sind, ist man meistens gezwungen, den Plan während des Jahres zu ändern. Wenn aber der Botschafter seine Ferien verschiebt, wirkt sich das auf die Ferien des ersten Mitarbeiters, auf diejenigen der Sekretärinnen usw. aus. Während der letzten Jahre war der Ferienplan im Vergleich zu den

dodis.ch/34580

zu den tatsächlichen Verhältnissen irreal. Er schlage vor, den Plan selbst aufzustellen und dann selbst zu ändern, ohne in Bern anfragen zu müssen.

In Bezug auf Dienstreisen stelle er fest, dass man auch für selbstverständliche, jedes Jahr wiederkehrende Reisen auch jedes Jahr fragen müsse, was unnötig erscheine. Laut Reglement könnten ihn seine Söhne jedes Jahr auf Bundeskosten besuchen. Im laufenden Jahr sei er jedoch getadelt worden, weil er vorgängig dieser Besuchsreisen keinen Antrag in Bern gestellt habe.

Des weitern werde alljährlich eine synoptische Darstellung der Botschaftsorganisation mit dem Pflichtenheft jedes Mitarbeiters verlangt. Dies sei jedes Jahr dasselbe, und es scheine ihm, dass in all diesen Dingen doch gewiss Vereinfachungen möglich wären.

M. l'Ambassadeur Frochaux se déclare être impressionné par le tableau qui fait ressortir le manque de personnel jusqu'à 1980. Il demande quelles sont les mesures que le département politique fédéral compte prendre jusqu'en 1980 pour pallier à cette pénurie. Il estime que si l'on engageait cinq personnes de plus chaque année le problème serait réglé.

Il se demande si l'orientation sur les perspectives de la carrière diplomatique est bien faite au sein des universités suisses et s'il y a un professeur dans chaque université qui connaisse bien les conditions pour se présenter au concours d'admission ainsi que celles de la carrière diplomatique en général et qui puisse servir d'homme de liaison entre le département et l'université.

Dans un autre ordre d'idées, il estime souhaitable la transmission de compétences dans la question des voyages de service aux postes; ces derniers pourraient tout comptabiliser en monnaie locale, ce qui déchargerait la centrale et simplifierait grandement le système.

dodis.ch/34580

Botschafter Real :

Er möchte Herrn Escher lebhaft unterstützen und ist überzeugt, dass eine gewisse Dezentralisierung der Kompetenzen vorgenommen werden muss. "Es ist erstaunlich, wieviel Vertraue der Bundesrat dem Missionschef entgegenbringt. Sicher haben meine Kollegen schon gleiches erfahren. Sobald es sich jedoch um administrative Dinge handelt, begegnet man einem ausgesprochenen Misstrauen. Anträge an die Zentrale werden hin- und hergeschoben wie ein Fussball und zuletzt abgelenkt.". Er habe beispielsweise für einen Mitarbeiter zu günstigen Bedingungen eine geeignete Wohnung gefunden, welche später sicher mehr kosten würde. Der Antrag an die Zentrale wurde abgelehnt, mit der Begründung, dass das fragliche Haus den schweizerischen Raumkriterien nicht entspräche.

Es scheint ihm auch, dass man die Aufgaben, die den Vertretungen in Bezug auf Betreuung der Schweizer im Ausland überbunden seien, etwas abgebaut werden sollten. Indien und Nep seien z.B. das Paradies der Hippies. Diese verkauften ihre Pässe und seine Beamten müssten sich bald täglich um ein halbes Dutzend dieser Leute kümmern. In den letzten drei Monaten hätten sich auch vier Todesfälle ereignet. Alle diese Fälle gäben einer Mission enorme Aufgaben.

Was den Ferienplan anbetreffe, so habe auch er ihn noch nie einhalten können.

M. le Conseiller fédéral Graber remercie les différents orateurs et assure que tout sera fait et étudié pour améliorer les conditions de travail du personnel du service extérieur.

Botschafter Janner :

Was den Ferienplan angeht, werden offene Türen eingerannt, da man nächstes Jahr wenigstens für die Leute des Kanzleidienstes einen Zettel einführen wolle, mit welchem die Ferien erst post festum nach Bern gemeldet würden. Wie weit dies auf die Diplomaten ausgedehnt werden könne, müsse

dodis.ch/34580

noch untersucht werden, da besonders bei den bezahlten Ferienreisen der Reisedienst der Zentrale informiert sein müsse. Jedenfalls bestehe die Absicht, ab nächstem Jahr ganz wesentliche Vereinfachungen einzuführen.

Was die Dienstreisen anbetrifft, habe er die Absicht, einen Katalog der möglichen Generallizenzen aufzustellen. Er gebe Herrn Real wegen des erwähnten gewissen Misstrauens schon recht, aber man könne sich kaum vorstellen, wieviel Phantasie in den Anträgen oft steckte. Das müsse man gesehen haben, z.B. gerade die Wohnungsgeschichten : meistens seien die Anträge zu teuer und wenn sie dann abgelehnt würden, ergebe sich später tatsächlich eine billigere Lösung."Wir werden die Dinge vereinfachen, die möglich sind. Ich bin sogar bereit, einen Versuch einzugehen und eine Neuerung auf Zusehen - z.B. nur für ein Jahr - einzuführen.".

En ce qui concerne le recrutement de personnel diplomatique, un effort très grand de propagande et de relations publiques est effectué dans les universités. Le problème ne réside cependant malheureusement pas uniquement dans un meilleur contact avec la jeunesse universitaire, mais plutôt dans un manque d'intérêt pour la fonction publique en comparaison des immenses possibilités que le marché du travail en Suisse et à l'étranger offre aux universitaires de notre pays.

Die Hippies stellten tatsächlich ein Problem dar und seien eine Landplage. Etwas sollte geschehen; eventuell müsste man die Parlamentarier aufklären. Er habe den Schlüssel zu einer Lösung noch nicht gefunden.

Was die Pflichtenhefte angehe, so seien sie sicher nicht von uns; eventuell könne Herr Lobsiger dazu etwas sagen.

Er sei also bereit, Vereinfachungen zu machen, eventuell als Experiment; als nächstes komme der Ferienplan.

Herr Lobsiger :

Er dankt Herrn Graber für die Begrüssung. Ferner hat er

dodis.ch/34580

das Bedürfnis, allen Herren vom EPD zu danken für das Verständnis, das er von ihrer Seite erfahren durfte.

Den Organisationsschemata misst er grosse Bedeutung bei. "Meine Herren, ist es zuviel verlangt, wenn Sie einmal jährlich die Organisation Ihrer Botschaft prüfen ?" Man sehe dann, wo etwas nicht stimme und wo man etwas ändern könne. Dies sei einmal im Jahr sicher nicht zuviel verlangt.

Im Jahre 1950 habe er auf unserer Botschaft in Paris die Idee der Pflichtenhefte gefunden. Sie habe ihn dermassen beeindruckt, dass er sie heimgenommen und in der Bundesverwaltung gleich eingeführt habe. Ob man sie nun alle Jahre erstelle, sei egal, bedeutungsvoll würden sie aber in allen Fällen, wo eine Beförderung verlangt werde. Sonst brauchten sie sie eigentlich nicht. Es scheine ihm aber auch nicht zuviel verlangt, wenn man jährlich einmal überprüfe, was jeder tue und ob er richtig eingesetzt sei.

"Ich möchte Sie bitten, diesen Dingen Ihre Aufmerksamkeit zu schenken". Es scheint ihm, dass Führungskräfte diese Aufmerksamkeit manchmal vermissen lassen.

M. l'Ambassadeur Gagnebin partage l'opinion de M. Janner et souligne que le problème des hippies existe à Téhéran et surtout à Kaboul et que jusqu'à ce jour il n'a trouvé comme moyen pour freiner quelque peu les prétendues pertes de passeports que de taxer ces compatriotes négligents des émoluments maxima prévus par le tarif.

M. l'Ambassadeur Dubois ne connaît pas le problème des hippies car ils sont bloqués à Antioche. En revanche, il estime qu'un effort devrait être fait pour la dotation d'appareils de radio modernes aux postes; les modèles en service sont démodés et beaucoup trop volumineux pour être déplacés facilement en cas de crise. Est-il vrai qu'il faudra attendre plusieurs années pour obtenir des appareils plus modernes ? Le telex est très bien, mais en période de crise tout le réseau est bloqué.

dodis.ch/34580

M. l'Ambassadeur Janner déclare que le département politique dépend du département militaire dans ce domaine. Une première tranche pour l'achat d'appareils modernes fut prévue dans les crédits de 1968 et une autre dans ceux de 1971. Il ne suffit pas d'avoir les appareils, il faut également doter les centrales de réception qui sont actuellement insuffisantes pour un trafic accru; il faudra une seconde centrale qui sera construite en 1973. Le département fait ce qu'il peut et essaie de résoudre au mieux la question des délais.

M. le Conseiller fédéral Graber lève la séance.

dodis.ch/34580

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1971

Séance plénière du vendredi
3 septembre 1971 - 09.00 h.

CRISE INTERIEURE AUX USA

M. le Conseiller fédéral Graber rappelle le programme de cette troisième journée et donne la parole à M. l'Ambassadeur Schnyder.

Botschafter Schnyder :

Die mit dem heutigen Thema "Die Krise in den U.S.A." zusammenhängenden Fragen der inneren Schwierigkeiten in den Vereinigten Staaten und deren Auswirkungen wurden bereits letztes Jahr an der Botschafter-Konferenz gestreift. Ich möchte mich heute in nicht allzu pessimistischer Weise zur gegenwärtigen Situation äussern.

Die Probleme der Krise in den U.S.A. sind sehr komplexer Natur. Die heutige Lage wird von den zahlreichen in Amerika erscheinenden Publikationen nach allen Wertmassstäben beurteilt. Vielfach hört man die Ansicht, der Preis, der zu bezahlen ist, um eine erstrangige Nation zu sein und zu bleiben, sei sehr hoch. Dennoch wird immer wieder der Auffassung Ausdruck gegeben, dass eine Reorientierung Amerikas weder im Interesse des eigenen Landes noch in denjenigem der Welt möglich ist.

Es ist nicht leicht, die komplexen und widerspruchsvollen Vorgänge auf einen einfachen Nenner zu bringen. Man kann jedoch festhalten, dass die grosse Problematik unserer Zeit in den U.S.A. und in andern Industriestaaten in der ausserordentlich rapiden industriellen, technologischen, elektronischen Entwicklung liegt, in einem "Fortschritt", der unsere Lebensgrundlagen in Frage stellt. Häufig kann sich der Mensch der sich ständig verändernden Situation nicht anpassen. Das Individuum wird in seiner Beziehung zur

dodis.ch/34580

Gesellschaft einer grossen Belastung ausgesetzt. Diese Probleme bestehen nicht nur in Amerika; sie gelangten aber in diesem Land wegen das rascheren Tempos zu grösserer Aktualität und können, wie Alvin Toffler in seinem gleichnamigen Buch zeigt, zum sogenannten "Future Shock führen.

Andere Probleme, die sich gegenseitig überlagern, führen zu einer Verschärfung der Situation : Wie Gefährdung der Umwelt, Spannung zwischen verschiedenen Bevölkerungsgruppen (Generationen- und Rassenprobleme), Drogen, Korruption, Kriminalität, Armut (in Boston z.B. leben 15% der Bevölkerung von öffentlicher Unterstützung), Arbeitslosigkeit früher privilegierter Schichten (es gibt ca. 70.000 arbeitslose hochspezialisierte Techniker und Wissenschafter, die nur sehr schwer eine neue Existenz finden werden).

Eine weitere Schwierigkeit besteht darin, dass der durch Formen der Vergangenheit belastete amerikanische Regierungsapparat nicht vorbereitet ist, mit den vorhandenen Problemen fertig zu werden. Durch das System der gegenseitigen Kontrolle heben sich oftmals Aktion und Reaktion auf. So paralysieren sich häufig Kongress und Verwaltung, was zur Zeit umso öfters der Fall ist, als einem mehrheitlich demokratischen Kongress eine republikanische Verwaltung gegenübersteht.

In diesem Zusammenhang ist auch die Tradition des "laisser-faire" "laisser-aller" zu erwähnen; die Regierung kann erst einschreiten, wenn ein bestimmtes Problem einen bestimmten Druck erreicht (als Vergleich sei auf die Reaktion des Bundesrates auf die Schwarzenbach-Initiative hingewiesen).

Vor diesem Hintergund ist nun der Vietnam-Krieg zu einem entscheidenden Faktor geworden. Amerika wurde in keiner Weise - weder in materieller noch in psychologischer Hinsicht - auf diesen Krieg vorbereitet, den Johnson, in der Meinung, es gebe für die U.S.A. keine Grenzen, nebenbei, gleichsam hinter dem Rücken des Volkes, führte.

dodis.ch/34580

Schwewiegende Probleme sind daher sowohl auf wirtschaftlicher (z.B. Inflation) wie auch auf psychologischer Ebene eine direkte Folge des Vietnam-Krieges. Das Vertrauen in die Berufung, in die Zukunft und in die Regierung der Nation wurde durch den erfolglosen Krieg schwer erschüttert. Die Soldaten, die nach Vietnam geschickt wurden, um im Interesse des Landes das Beste zu vollbringen, fanden nach ihrer Rückkehr nicht nur keine Lebensaufgabe mehr, sondern stiessen bei der Bevölkerung auf Verachtung. Desertion, Genuss von Narkotiken und Kriminalität haben in der Armee zugenommen. Der Vietnam-Krieg ist ein nationales Unglück.

Die Wandlung des amerikanischen Selbstvertrauens hat sich in sehr kurzem Zeitraum abgespielt. Präsident Kennedy sagte noch in seiner "Inaugural address" im Januar 1961: Amerika ist bereit, jeden Preis zu bezahlen, um jeden Freund zu unterstützen und jedem Feind entgegenzutreten, um die Freiheit sicherzustellen. Heute werden diese, in gewissem Sinn eine "pax americana" inaugurierenden Worte beinahe als Hybris betrachtet. Wie Präsident Nixon im Juli 1971 sagte, hat der Vietnam-Krieg alle Ausgangspunkte verfälscht. Nixon wird - sei es wegen des innenpolitischen Druckes, sei es aus Ueberzeugung - das militärische Engagement in Vietnam vor den Wahlen völlig oder noch zum grössten Teil beenden. Der Präsident ist sich bewusst, dass nicht Amerika allein eine starke Nation ist. Andere Machtzentren wie Japan, Europa, die Sowjetunion und China sind entstanden. Nixon fragt sich, ob wie in der Vergangenheit Griechenland und Rom so heute die Vereinigten Staaten einen Punkt erreicht haben, wo die Wohlfahrt zur Dekadenz und zum Untergang der amerikanischen Zivilisation führen könnte. Er verneint dies in der Ueberzeugung, dass Amerika trotz aller Schwierigkeiten immer noch die reichste und stärkste Nation der Welt ist, und die Kraft hat, diese Schwierigkeiten zu überwinden.

dodis.ch/34580

Der Präsident der Vereinigten Staaten muss natürlich in dieser Art reden. Aber seine Rede scheint mir dem Willen der Nation zu entsprechen. Die Schwierigkeiten Amerikas sind sicher ausserordentlich gross. Aber was bedeutet das in diesem Kontinent mit fast unerschöpflichen Mitteln und Kräften (reaktionärer und progressiver Richtung) ? Die Grösse seiner Probleme und Spannungen entsprechen der Weite des Landes. Amerika ist auch in normalen Zeiten ein gewalttätiges Land. Die Lösung der Probleme bedarf grosser Spannkraft und der Energie der jungen Generation, die sich nicht nur für das "Gross National Product" interessiert, sondern ebenso für menschliche Werte aufgeschlossen ist. Charles Reich in seinem Buch "The Greening of America" ist davon überzeugt, dass die Revolution der Jungen nicht gewalttätig sein wird und sich nicht durch Gewalt aufhalten lässt.

Die Aeusserungen unserer konsularischen Vertretungen in Amerika reflektieren den Widerspruch in diesem Land. Im allgemeinen drücken sich unsere Konsuln zuversichtlich aus. So heisst es etwa, dass trotz Bürokratie und oft chaotischer Gesetzgebung viele Betriebe funktionieren. Oder es wird festgestellt, dass der Einfluss der extremistischen Studenten nachgelassen hat. Andererseits ist man immer noch beeindruckt vom Dynamismus, dem Pioniergeist und der Toleranz, von den Eigenschaften, die Amerika gross gemacht haben.

Zweifellos hat die allgemeine Problematik unserer Zeit, verschärft durch die spezifisch amerikanischen Probleme und dramatisiert durch den Vietnam-Krieg, die U.S.A. zu einem besonders kritischen Punkt geführt. Mit der Beendigung des Vietnam-Kriegs wird es aber Amerika möglich sein, seine Probleme, die zwar gross, aber nicht unlösbar sind, unter Kontrolle zu bringen.

Heute liegt die grosse Gefahr nicht in einem Untergang der amerikanischen Zivilisation, sondern in der Möglichkeit, dass sich Amerika unter dem Druck der eigenen Probleme

dodis.ch/34580

allzu sehr von der Welt abwendet. Die amerikanische Tradition ist in der Tat sehr isolationistisch. Selbst wenn sich die Vereinigten Staaten äussern Problemen nicht verschliessen, ordnen sie gewisse aussenpolitische Aktionen doch innerpolitischen Bedürfnissen unter. (Deshalb wird Nixon auch wiedergewählt werden). Zu nennen sind z.B. die auf Ueberraschung ausgehende Art der Durchführung der Chinainitiative und die jüngsten Massnahmen auf wirtschaftlichem Gebiet. Amerika entzieht sich zwar nicht der Weltverantwortung, führt aber in jüngster Zeit Massnahmen durch, die unberechenbar sind. Die Vereinigten Staaten erwarten von ihren Partnern, dass sie eine Last übernehmen (z.B. Aufwertung der nationalen Währungen), die sie eigentlich selbst übernehmen sollten. Amerika sieht allerdings ein, dass seine Schwierigkeiten nicht im Verhalten der Partner liegen, sondern auf den Vietnam-Krieg zurückgeführt werden müssen. Dennoch kann Amerika seinen Partnern nicht mehr so rücksichtsvoll wie bisher gegenübertreten. Natürlich will Amerika - und zuletzt Nixon - die Partnerschaft mit Europa und Japan, die die Stabilität und die Sicherheit in der Welt verbürgt, nicht aufs Spiel setzen, doch sollen die finanziellen Lasten gleichmässiger verteilt werden. Es muss ein neues Gleichgewicht zwischen Amerika und Europa gefunden werden.

Amerika hatte in seiner Geschichte oftmals Schwierigkeiten zu überwinden. Während es scheint, dass die Probleme der innern Unruhen und der Verbrechen an Schärfe bereits etwas eingebüsst haben, ist in andern Bereichen eine Verschlimmerung der Situation noch möglich. Die grosse Gefahr für die weltpolitische Lage liegt heute weniger in der inneramerikanischen Entwicklung - auch wenn zugegeben sei, dass Amerika wahrscheinlich nie eine derartig schwerwiegende Krise erlebt hat wie heute - als in der Möglichkeit, dass die Partner und potentiellen Gegner Amerikas die Fähigkeiten dieser Nation, geschlossen aufzutreten, unterschätzen könnten -, wie dies immer wieder geschehen ist, so z.B.

dodis.ch/34580

im 2. Weltkrieg, im Koreakrieg und vor der Kubakrise.

M. le Conseiller fédéral Graber remercie M. Schnyder et prie M. l'Ambassadeur Turrettini de faire part de ses commentaires.

M. l'Ambassadeur Turrettini :

La crise aux Etats-Unis vue de l'ONU.

L'ONU contribue à façonner l'idée que l'on se fait de la crise interne aux USA. La Communauté internationale, qui est souvent directement touchée, est frappée non seulement par la dégradation morale, mais aussi par la faiblesse de la représentation américaine à l'ONU, ce qui déconcerte et ce qui s'est manifesté à nouveau lors de l'annonce de la thèse des deux Chines. Depuis l'arrivée au pouvoir de Nixon, l'on a l'impression que Washington se désintéresse de l'ONU. En même temps, les USA font tout pour que l'ONU reste à New York.

A New York la détérioration est plus visible que dans le reste des USA. L'insécurité y règne; les grèves se multiplient; la pollution et la criminalité augmentent. Bref, c'est la désintégration totale de la vie. La police paraît impuissante et passive face à la Mafia. La Communauté internationale assiste à ce spectacle déprimant et risque de subir l'influence de ce climat.

On ne voit pas comment les USA pourront s'en sortir. Matérialisme à outrance et avenir sombre. Les Américains doutent d'eux-mêmes, de l'avenir, des gens qui les gouvernent. Leur désarroi provient peut-être du fait que les meilleurs, ceux qui ont fait la grandeur des USA, se désistent, refusent les responsabilités qui appartiennent maintenant à une nouvelle classe issue de milieux techniciens très disparates, n'ayant plus le même idéal de liberté et de justice que ceux qui dirigèrent autrefois les USA.

Si la qualité des dirigeants ne s'améliore pas, si les influences néfastes ne diminuent pas, si l'emprise

dodis.ch/34580

israélite ne s'atténue pas, le pays risque de marcher vers la faillite. Si les USA n'arrivent pas à digérer les séquelles de la guerre du Vietnam (qui a fait un mal considérable), si les prédictions faites par l'URSS et la Chine se réalisent, le monde libre qui dépend des USA pourrait sombrer et le communisme triompher.

M. le Conseiller fédéral Graber présente M. l'Ambassadeur Jolles.

Botschafter Jolles :

Die Auswirkungen der amerikanischen Wirtschaftsmassnahmen, die einen gewissen, Amerikas Neutralität gelegentlich kennzeichnenden gewalttätigen Charakter haben, schaffen auch für die Schweiz ein neues Problem. Diese Massnahmen bedeuten eine Abkehr vom Internationalismus. Amerika, enttäuscht über den Fehlschlag seiner Politik (Vietnam-Krieg, Entwicklungshilfe), hat das Gefühl, seine missionarischen Absichten seien missverstanden worden, und ist daher willens, auf sich selber abzustellen.

Folgende drei Massnahmen haben eine direkte Auswirkung auf das Ausland :

1. Der währungspolitische Entscheid, der den Dollarkurs nach unten flottieren lässt.
2. Die 10 %ige Importabgabe.
3. Der Gesetzesentwurf, der für amerikanische Firmen einen 10 %igen Steuerrabatt vorsieht, sofern bei Investitionen amrikanischen Maschinen der Vorzug gegeben wird. (Es handelt sich bei diesem nicht tarifarischen Handelshindernis um eine ausgesprochen protektionistichen Massnahme)

Die Schweiz exportiert für ca. 2 Mia. Franken nach den Vereinigten Staaten, was 9 % unserer gesamten Ausfuhren entspricht. Amerika ist unser dritt-wichtigster Absatzmarkt. Die Importabgabe, die auf kontingentierten Gütern sowie auf Rohstoffen nicht erhoben wird, beeinträchtigt 94% unserer Exporte. Da ca. ein Drittel unserer Exporte nach Amerika aus

dodis.ch/34580

typischen Investitionsgütern besteht, würden vom Investitionssteuerge etz, sollte es angenommen werden, Ausfuhren im Betrage von 600 Mio Franken betroffen werden. 20 % unserer Uhren und 30 % unserer Schuhproduktion werden in Amerika abgesetzt. Bei gewissen Textilien und Werkzeugmaschinen erreicht diese Quote 50 %.

Die Begründung der Einfuhrtaxe, der Vorwurf des unfairen Handelsgebahrens, passt nun aber keinesweg auf die Schweiz. Unser Land hat im Mai aufgewertet; der schweizerische Markt stand Amerika immer offen; an der Grenze wurden keine besonderen Steuern erhoben; in der Kennedy-Runde haben wir durch vorzeitige Zollsenkungen Vorleistungen erbracht. Die schweizerischen Exporte nach den Vereinigten Staaten haben während der letzten Jahre weniger stark zugenommen; teilweise sind sie sogar zurückgegangen. Während der amerikanische Exportüberschuss nach der Schweiz 1969 noch 38 Mio Franken betrug, ist er 1970 auf 409 Mio Franken gestiegen.

Es wären alle Voraussetzungen erfüllt, um Amerika zu ersuchen, die Einfuhren aus der Schweiz von der Exportabgabe auszuschliessen. Wir hielten uns an der GATT-Konferen jedoch zurück, um nicht den Eindruck zu erwecken, wir würden Amerika missverstehen.

Der Investitionsrabatt und die Importabgabe sind aber, da die Voraussetzungen für rein handelspolitische Massnahmen nicht gegeben sind, falsche Vorkehrungen. Der Grund der negativen Zahlungsbilanz Amerikas ist in der Verlagerung der Produktion ins Ausland und in der Lohninflation in Amerika selbst zu sehen. Die Abhilfe liegt in einer Erhöhung der Exporte und nicht in der Bremsung der Importe.

Während 25 Jahren spielte Amerika eine führende Rolle im GATT. Wenn nun diese führende Weltnation zu protektionistischen Massnahmen greift, könnte dies schwerwiegende Folgen nach sich ziehen. Im GATT wurde eine Arbeitsgruppe

dodis.ch/34580

geschaffen, die dieses Problem studieren und bereits am 20. September ihren Bericht vorlegen soll.

Unsere Bemühungen zielen auf eine möglichst baldige Abschaffung der Importabgabe. Die Aussichten auf einen Erfolg in dieser Richtung sind allerdings gering. Dagegen liegt die Verschärfung des Protektionismus im Bereiche des Möglichen Je mehr nun gegen die Importabgabe agiert wird, umso kleiner ist die Gefahr von neuen protektionistischen Massnahmen.

Durch die amerikanischen Vorkehrungen darf die Schweiz andern Nationen gegenüber nicht benachteiligt werden. Sollten Anzeichen zu Ausnahmen (z.B. für Kanada, Japan, Mexiko) vorliegen, müssen wir sofort intervenieren, um dieselben Erleichterungen zu erlangen. Wir müssen des weitern Vorbereitung treffen, um einer allfälligen "Lawine des Protektionismus" mit gezielten Massnahmen begegnen zu können. Denn es wäre nicht unmöglich, dass gewisse Länder (z.B. Kanada) ebenfalls Importsteuern einführen würden, sollte die amerikanische Einfuhrtaxe während längerer Zeit erhoben werden.

M. le Conseiller fédéral Graber remercie et interrompt la séance de 10 h. 30 à 11 h.

M. l'Ambassadeur de Stoutz :

On ne peut pas parler de crise de civilisation en Union Soviétique, mais on constate des tentatives dans les millieux artistiques et littéraires de recherche d'une émancipation.

Divisionär Weidenmann :

Einige Zahlen mögen die Situation in der amerikanische Armee illustrieren. In Vietnam sind Gehorsamsverweigerungen - sei es einzeln oder in Gruppen - an der Tagesordnung. Im Jahre 1969 wurden 69, im Jahre 1970 209 unbeliebte Vorgesetzte beseitigt. In einer bestimmten, in Europa stationierten

dodis.ch/34580

Division, ereignen sich derartige Vorkommnisse durchschnittlich ein Mal pro Woche.

In der Armee gibt es zur Zeit 144 Untergrundzeitungen, was gegenüber dem Vorjahr eine Zunahme um 40 % bedeutet. Es sind 14 subversive Soldatenorganisationen bekannt, wovon 2 für Offiziere, sowie 3 Juristenvereinigungen, die Dienstverweigerer unterstützen. 65.000 Soldaten des Heeres haben desertiert, was 5 % des Bestandes entspricht.

Botschafter Bernath :

Die historischen und geographischen Bande zwischen Kanada und den Vereignigten Staaten haben zur Folge, dass mei Gastland von allem, was in den USA vor sich geht, sehr stark beeinflusst wird. Durch die Grenze - es handelt sich um die längste unbewachte Grenze zwischen zwei Staaten - wird die wirtschaftliche Infiltration durch Amerika kaum aufgehalten. Die überwiegende Mehrheit der Kanadier lebt entlang dieser Grenze, und viele kanadische Städte liegen näher bei einer amerikanischen als bei einer kanadischen Nachbarstadt.

Kanada wird auf mannigfache Weise von den USA. beeinflusst. Schulbücher werden in den Staaten gedruckt. Die Kanadier haben dank vieler Bodenschätze einen hohen Lebensstandard erlangt, doch sie sind nicht risikofreudig. Die industrielle Produktion und die Gewerkschaften Kanadas sind von den USA. abhängig und beherrscht.

Trotz dieser Einflüsse bewahrt Kanada aber eine beachtenswerte Unabhängigkeit gegenüber den USA., die oft grösser ist als diejenige europäischer Staaten. Die Mentalität Kanadas kann mit dem Geist des schweizerischen Grenzkantons verglichen werden. Man ist misstrauisch und wehrt sich gegen eine Gleichstellung mit dem Nachbarstaat.

Die Kanadier verfolgen mit grosser Besorgnis das Geschehen in den USA. Man sieht aber auch die positiven Seite

dodis.ch/34580

dieser Entwicklung - sicher besser als etwa in Europa - und blickt ihr daher im allgemeinen mit recht viel Vertrauen entgegen.

M. le Consul Général Weber :

Au Vietnam, malgré leur présence massive ces dernières années, les Etats-Unis n'ont pas du tout imprégné le mode de vie asiatique du pays. Contrairement à la thèse soutenue par certains journalistes, les Vietnamiens ne méprisent ni n'admirent les Américains.

Botschafter Stadelhofer :

Das Ansehen der USA. ist auch in Japan und Südkorea sehr gross. Diese beiden Länder haben von den innern Schwierigkeiten Amerikas kaum Kenntnis genommen. In Bezug auf Popularität stehen die Vereinigten Staaten in Japan an der Spitze, was u.a. auf die weise Ausübung der Rechte der siegreichen Nation wie auf die grosszügige amerikanische Handelspolitik zurückzuführen ist. Der Einfluss Amerikas in wirtschaftlicher Beziehung ist sehr gross. Amerikanisch ist die erste Fremdsprache.

Japan und Südkorea sind sich bewusst, dass sie ihren wirtschaftlichen Aufschwung Amerika zu verdanken haben. Südkorea sieht in der Anwesenheit amerikanischer Truppen eine Voraussetzung für das Wirken demokratischer Spielregeln. Das Verhältnis zwischen amerikanischen Truppen und einheimischer Bevölkerung ist mit Ausnahme von Okinawa gut.

Sowohl Südkorea als auch Japan erwarten, dass Amerika seine führende Rolle im südostasiatischen Raum aufrechterhält, um ein Gegengewicht gegenüber Moskau und Peking zu bilden.

Botschafter Frey :

Die führenden Persönlichkeiten der Entwicklungsländer hatten oft den Eindruck, die Europäer würden die

dodis.ch/34580

Völker Afrikas und Asiens in der Weise betrachten, wie Zoologen fremde Tiere studieren. Die paternalistische Geist Europas hatte kein Verständnis für die als barbarisch und kulturlos angesehenen Entwicklungsländer. Allmählich wurde man aber auf ihre unter der Oberfläche verborgenen geistigen Werte, die nicht denjenigen Europas entsprechen, aufmerksam. Das Bewusstsein des "Anders-Seins" verbreitete sich unter diesen Völkern, und man ist stolz darauf.

Was sich in den zivilisierten Ländern abspielt, wird in Afrika mit grossem Interesse verfolgt, denn man sagt sich, man hätte vielleicht in dieser konfusen Welt doch mehr zu bieten, als noch vor kurzem geglaubt wurde. Der Vietnam-Krieg wird als falscher Krieg betrachtet, da damit falsche Werte und falsche Ziele verfolgt würden. Im Zeitalter der Atombombe hat das Streben nach Domination sowieso keinen Bestand mehr. Der Glaube an die "Efficiency" der Europäer ist erschüttert. Die Stabilität in der Welt ist trotz des "Alles-Könnens" der zivilisierten Völker nicht gesichert (s. die Währungskrise). Ist die Freiheit im Westen nicht auch bedroht ? China und die Sowjetunion sind für die Afrikaner keine gefährlichen Mächte, da sie nicht Antipole zur Freiheit sind.

In den Entwicklungsländern besteht ein faszinierender und befruchtender Widerstreit zwischen städtischer Entwicklung und einheimischer Tradition. Es entsteht ein neuer Menschentypus, der nicht wurzellos ist, aber vorwärts blickt. Die Gefahr, dass die städtische Entwicklung die harmonische Evolution unterbricht und dass Afrika zu einer Wüstenlandschaft (im geistigen Sinne) wird, besteht allerdings. Dieser Bedrohung stehen jedoch starke Gegenkräfte entgegen. Jede Entwicklung ist ein Sterben und ein Werden. Es ist nur zu hoffen, dass der Fortschritt nicht durch die Hingabe ewiger Werte erworben wird.

dodis.ch/34580

Botschafter Weitnauer :

Was die Entwicklung in Amerika betrifft, so bin ich optimistisch. Als der amerikanische Bürgerkrieg den Bestand der Nation in Frage stellte, waren die Vereinigten Staaten mit meines Erachtens noch grösseren Schwierigkeiten konfrontiert als heute, und sie haben auch damals diese gefährliche Krise überwunden. Die Natur wie auch die politische Entwicklung Amerikas sind wilder und ursprünglicher als in Europa; das Geschehen ist durch heftigere Pendelausschläge gekennzeichnet. Die Tatsache, dass in den Vereinigten Staaten die eigene, in Vietnam verfolgte Politik so stark kritisiert wird, ist ein Zeichen der Stärke, nicht der Schwäche.

In Bezug auf die wirtschaftlichen Massnahmen Amerikas teile ich die vorsichtige und nuancierte Haltung, die die Handelsabteilung an der GATT-Konferenz eingenommen hat. Für die Sicherheit Europas werden wir auch in Zukunft auf Amerika angewiesen sein. Ich glaube nicht, dass zugunsten gewisser Länder (z.B. Kanada) Ausnahmen von den handelspolitischen Massnahmen beschlossen werden - möglich wären u.U. Ausnahmen zugunsten von Entwicklungsländern.

In Bezug auf die britisch-amerikanischen Beziehungen ist festzuhalten, dass Grossbritannien neben der Schweiz dasjenige Land Europas ist, in dem die Amerikaner am populärsten geblieben sind. Zwar findet jeden Sonntag die fälligeVietnam-Demonstration statt, doch geschieht dies in zivilisierter, den englischen Sitten und Gebräuchen entsprechender Form. Die englische Gesellschaftsordnung scheint noch in sich selbst zu ruhen. Die englische Gesellschaft ist zwar hierarchisch organisiert, doch hielt sie sich immer offen. Jedermann konnte in die höchsten Aemter aufsteigen. Dieses harmonische Bild wird nun allerdings durch die Gewerkschaftspolitik und Streiks sowie durch das Problem in Nord-Irland getrübt.

dodis.ch/34580

Die hierarchische Gesellschaftsgliederung ermöglichte in der Vergangenheit die Ausbeutung des englischen Arbeiters. Heute haben sich diese aber ihre Machtstellung gegen den Arbeitgeber erkämpft. Es gibt zur Zeit viele arbeitslose Engländer die sich weigern, schmutzige Arbeiten zu verrichten diese werden den Ausländern überlassen. Das profunde Misstrauen zwischen den Sozialpartnern muss überwunden werden, und es gibt Anzeichen, dass beide Seiten entsprechende Anstrengungen unternehmen.

In Nord-Irland, wo vor zwei Jahren noch Zustände herrschten, wie sie etwa der Situation in England um 1850 entsprachen, werden nun auf massiven Druck Reformen durchgeführt, die unbedingt nötig sind.

Zum Thema Jugend nur der Hinweis, dass sich die englische Jugend wohl zuweilen wild gebärdet, dass aber vielleicht gerade diese jungen Leute in der Lage sind, ein Bewusstsein der Verantwortung für alle Schichten Englands, für Europa und für die Welt zu entwickeln.

Botschafter Rossetti :

Die Chinesen haben nicht vergessen, dass sie nur dank der Hilfe Amerikas die Japaner aus ihrem Land vertreibe konnten. In Bezug auf die amerikanischen Schwierigkeiten zeigen sie heute eine gewisse Genugtuung - nicht zuletzt deshalb, weil Mao Tse Tung diese Krise vor Jahren vorausgesagt hat - aber keine Schadenfreude. China hat ein Interesse an einem starken Amerika, denn nur wenn Amerika stark ist, kann es die Rolle der dritten Supermacht spielen.

Chinas Kritik an Amerika richtet sich gegen die Politik derjenigen Regierung, die sich auf Tschiang Kai - Scheks Seite schlug und gegen den amerikanischen Imperialismus. Mao Tse Tung hat gesehen, dass das expansionistische Wirtschaftssystem Amerika schwächen und in eine schwierige Situation bringen wird. Daher das Wort vom amerikanischen Papiertiger. China hat aber die amerikanische Spannkraft

dodis.ch/34580

und Energie nie unterschätzt.

Um das Problem Taiwan als gleichberechtigte Partner lösen zu können, wünschte China eine gewisse Schwächung der USA. Andererseits werden die Chinesen versuchen, sich in einem Zusammengehen mit Amerika eine starke Position zu schaffen, um in der Lage zu sein, dem Feind Nr. 1, der Sowjetunion, zu begegnen.

Botschafter Lacher :

Durch eine publikationsfreudige Presse wird der deutschen Leserschaft keine Nuance der Krise in Amerika vorenthalten. Dennoch hat Amerikas's "Image" in Deutschland nicht stark gelitten. Lautstarke Kritik an Amerika gibt es zwar, doch kommt sie von einer zahlenmässig kleinen Minderheit.

Zwischen der amerikanischen und der deutschen Gesellschaft bestehen grosse Gemeinsamkeiten. In beiden Ländern werden die Klassenschranken durch Besitz gebildet; beide Gesellschaften sind sehr mobil. Die Parole "ami, go home" gehört der Vergangenheit an. Deutschland hat einneues Selbstbewusstsein erlangt, ist aber auch überzeugt, dass nur Amerika's Macht Friede und Sicherheit für die Bundesrepublik und für Europa ermöglicht.

Die deutschen Regierungskreise sind unbelastet von weltpolitischen Ambitionen und sind daher eher in der Lage, für die amerikanischen Probleme unvoreingenommen Verständnis zu zeigen. (In Schweden z.B. spielt die moralische Zielsetzung seiner Politik eine gewisse Rolle; Frankreichs Politik geht oft eigene Wege, und Grossbritannien ist mit Amerika durch verwandtschaftliche Beziehungen verbunden).

Deutschland glaubt an die Kraft Amerikas, die gegenwärtige Krise zu überwinden.

M. l'Ambassadeur de Rham :

- Les symptomes de la crise sont d'ordre spirituel

dodis.ch/34580

(recul des notions de religion, patrie, famille, etc.) et d'ordre matériel (surpopulation, pollution, etc.);

- La jeunesse a le mérite d'avoir senti que le cycle production-consommation n'est pas un but en soi et ne conduit à rien;
- Les deux caractéristiques de la crise actuelle sont, d'une part, sa soudaineté et, d'autre part, le besoin généralisé qu'on éprouve de l'analyser.

Crise en Italie

- Ce n'est pas une crise de civilisation, mais de croissance;
- La contestation estudiantine est aujourd'hui en regression; les revendications (locaux plus grands, etc.) des étudiants étaient d'ailleurs justifiées;
- Les syndicats ne sont pas en désarroi, au contraire : ils constituent presque un contre-gouvernement;
- Les élections de juin 1971 ont marqué un glissement vers la droite qui répond au besoin de corriger les déséquilibres entre couches sociales, entre le Nord et le Sud; ce sont les grands problèmes de l'Italie;
- L'Italien était hostile à la démesure, il a voté de la sorte en juin dernier pour empêcher le désordre de s'institutionnaliser et les syndicats de prendre la place du gouvernement; les principaux bénéficiaires de ces élections de juin ont été le MSI (parti neo-fasciste); dans l'immédiat, on peut penser que le virage à droite se poursuivra;
- La crise actuelle a provoqué donc une réaction de la classe moyenne, devenue inquiète;
- On sait que la population industrielle de l'Italie a passé de 20 à 40 % de la population totale en 15 ans, ce qui illustre le problème No 1 de l'Italie contemporaine;

dodis.ch/34580

- A long terme, l'évolution politique actuelle risque de déboucher sur un gouvernement de gauche autoritaire;
- Les prochaines élections de 1973 constituent une dernière chance pour le parti communiste italien d'accéder au pouvoir.

M. l'Ambassadeur Dupont :

- L'attitude de la France envers les Etats-Unis est ambivalente : un mélange d'amertume et de gratitude (souvenir de la dernière guerre);
- L'indépendance reste le moteur de la politique française, mais ne vise pas à couper les ponts avec les Etats-Unis; selon la formule de Pompidou, être Européen signifie se distinguer des Etats-Unis et non pas se couper d'eux;
- La France juge l'OTAN indispensable même si elle l'a quittée;
- Le but de l'intégration européenne est de créer une communauté capable de faire face aux deux Grands; la France déplore la crise récente du dollar, surtout parce qu'elle retombe sur l'Europe et retarde le processus d'intégration de cette dernière;
- La France estime que les Etats-Unis surmonteront leur crise intérieure, avant tout d'ordre spirituel, car, aux yeux de nombreux Français, les Etats-Unis restent une grande nation;
- Selon Pompidou, la crise américaine est née d'une forme de développement industriel typiquement US, c'est-à-dire avant tout une abondance matérielle mal répartie et dont on ne voit pas le but.

Crise en France (mai 1968)

- Elle est partie de l'université et s'est traduite par un refus des valeurs établies : contestation de l'autorité, des structures et du patrimoine culturel;

dodis.ch/34580

trotskysme et maoïsme ont été les systèmes de référence de la contestation, dont l'expression principale a été le refus du culte matérialiste;

- Les choses sont rentrées dans l'ordre aujourd'hui, mais l'autorité de l'Etat a été ébranlée;
- Les remèdes qu'on envisage sont la concertation et la participation;
- Il existe toutefois une majorité fortement conservatrice qui rejette l'idée de concertation entre ouvriers et patrons;
- L'opposition au gouvernement se reforme aujourd'hui; si les gauchistes sont en recul dans les universités, ils renforcent en revanche leur position dans les lycées; il est donc probable que la contestation refera surface dans l'enseignement et qu'elle atteindra également les jeunes qui entrent dans la vie professionnelle;
- L'Eglise en pleine crise n'apporte aucun remède et les milieux culturels (cinéma, théâtre) appuient souvent le mouvement contestataire; la hausse actuelle des prix et des salaires fournit également de la munition aux contestataires;
- Chaban-Delmas a brandi plusieurs fois la menace de l'Etat autoritaire; le gouvernement actuel a les meilleures chances de surmonter la crise pour autant qu'il reste stable.

M. l'Ambassadeur Caillat :

- La contestation a revêtu aux Pays-Bas un aspect spectaculaire, surtout à Amsterdam qui a une vieille tradition à cet égard;
- La jeunesse néerlandaise la plus débridée n'est pas, au contraire de la française, animée par des sentiments anti-américains; cette attitude entretient une sorte de lien entre les générations et va d'ailleurs dans le sens de la politique étrangère du pays (maintien d'attaches étroites avec les Etats-Unis);

dodis.ch/34580

- C'est le souvenir de la guerre qui explique cette sympathie pour les Etats-Unis; ce que redoutent en revanche les Pays-Bas, c'est avant tout le tête-à-tête avec la République fédérale d'Allemagne, c'est de devenir une province économique de la République fédérale.

M. l'Ambassadeur Frochaux :

- La crise de la jeunesse est en veilleuse en Pologne. Le mouvement estudiantin de 1968 a entraîné l'expulsion de tous les étudiants de l'université et une répression assez sérieuse;
- Les émeutes de décembre 1970 à Gdansk ont exprimé une revendication matérielle ainsi qu'une revendication politique contre ce que certaines banderoles appelaient la "bourgeoisie rouge";
- Il est caractéristique que la crise estudiantine de 1968 n'a obtenu aucun soutien de la part des ouvriers et qu'inversément les émeutes ouvrières de 1970 n'ont nullement été appuyées par les étudiants;
- Cette situation résulte des manoeuvres habiles du gouvernement pour éviter toute collusion entre étudiants, ouvriers et paysans;
- Comme vous le savez, les émeutes de 1970 ont néanmoins amené la chute de Gomulka, qui exprime le souci du pouvoi de rétablir le dialogue avec la base, l'intelligentsia et l'Eglise et, plus concrètement, de réapprovisionner le marché à des conditions supportables par la classe ouvrière;
- La nouvelle génération polonaise est peu sensible aux horreurs de la dernière guerre dont le souvenir est largement entretenu par la propagande, mais elle est surtout opposée à la bureaucratie et aux "apparatchiks". Les jeunes d'aujourd'hui craignent surtout un avenir sans

dodis.ch/34580

horizon, ils rêvent d'un socialisme certes, mais sans dictature, ils souhaitent obtenir de meilleures conditions matérielles et n'attendent aucun salut de l'Ouest; sur ce dernier point, ils savent en effet que brusquer les choses serait provoquer une main-mise soviétique;

- La libéralisation de la Pologne devra donc suivre le même rythme qu'en Union Soviétique;
- Les rapports Etats-Unis - Pologne ont connu ces dernier temps une nette amélioration dans le domaine politique et économique;
- Pour le moment, la libéralisation n'est pas encore en vue en Pologne, car les Russes craignent encore trop l'encerclement américain, et la Pologne joue un rôle trop important dans le cadre du cordon sanitaire que l'URSS maintient autour d'elle.

Botschafter Faessler :

Beziehungen Schwedens zur USA : lediglich auf der offiziellen Ebene können sie als genügend qualifiziert werden, ansonst sind sie eher schlecht. Die einzigen Befürworter der USA rekrutieren sich aus Bankkreisen, aus Versicherung und Grosshandel. Die Jugend ist fast durchwegs gegen die USA eingestellt, fast täglich finden antiamerikanische Manifestationen statt. Diese negative Haltung greift nun auch auf andere kapitalistische Staaten über.

Zur Arbeiterfrage : Die Verhältnisse waren bis jetzt, dank einer seit 1938 gut funktionierenden Art Friedensabkommen, ziemlich gesund. Das Verhältnis zwischen dem neuen Premier und den Gewerkschaften ist nun allerdings ziemlich gespannt. Die Streiks mehren sich. Verlangt werden nicht nur höhere Löhne, sondern ganz allgemein ein besseres Arbeitsmilieu. Den Gewerkschaften ihrerseits wird von den Arbeitern vorgeworfen, sie seien Funktionärsgremien ohne genügende Kontakte zu den Arbeitern.

dodis.ch/34580

Diese sind über die Arbeitslosigkeit beunruhigt, zur Zeit beläuft sich die Ziffer der Arbeitslosen auf 95'000, der allerdings 50'000 offene Stellen gegenüberstehen. Dennoch führte Schweden weiterhin ausländische Arbeitskräfte ein. Die Verhältnisse sind jedoch relativ einfach, da die meisten ausländischen Arbeiter aus den nordischen Nachbarländern stammen; am ehesten ergeben sich Schwierigkeiten mit den nur finnisch sprechenden Finnen, die zuweilen in eigentlichen Ghettos leben.

Zu den Verhältnissen unter der Jugend : Obwohl man im Ausland zu Uebertreibungen tendiert, ist eine gewisse Beunruhigung über die Entwicklung am Platz. Kennzeichnend ist sie durch eine Uebersättigung an materiellen Gütern, Auflockerung des Verhältnisses Eltern-Kinder, durch moralische Langeweile sowie durch die Leistungen des Wohlfahrtsstaates. Das Schulwesen trägt zu dieser Auflockerung bei. Das Prinzip der offenen Schulen lässt es dem Schüler frei, was er lernen will, und die Lehrer werden geduzt. Vor drei Jahren ist das Maturitätsexamen abgeschafft worden, was eine Senkung des Niveaus auf Universitätsstufe zur Folge hatte. Die Studenten erhalten das Studiengeld vorgestreckt, es muss 15-30 Jahre nach Studienabschluss zurückbezahlt werden, allerdings gelangen 3/5 der Studierenden nie zu diesem Abschluss. Die Ultralinken rekrutieren sich dann zu einem wesentlichen Teil aus diesen Schmalspurakademikern. Nicht genug damit wird jetzt der Ruf nach Aufhebung der Universitätsexamina erhoben.

Neben zahlreichen Hippies und Bewegungen linksextremer Observanz haben auch die europäischen "black panthers" ihren Hauptsitz in Schweden und werden noch vom Staat subventioniert. Die meisten der heutigen Schriftsteller befassen sich in ihren Werken nur mit Alltagsproblemen ohne die grossen Fragen weltweiter Natur anzugehen, deshalb sind ihre Arbeiten auch rasch überholt.

dodis.ch/34580

Anderseits kann aber auch festgestellt werden, dass sich die gemässigte Jugend immer besser zu organisieren beginnt. Es zeichnet sich eine Art Reaktion gegen Pop, etc. ab, verbunden mit einem gesinnungsmässigen Trend zur Romantik.

M. l'Ambassadeur Campiche :

- La population tchécoslovaque est beaucoup moins critique envers les Etats-Unis que ne l'est celle de l'URSS; ce fait peut surprendre, car à l'époque de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie le sentiment dominant était que les USA avaient "lâché" les Tchécoslovaques pour ménager leurs relations avec l'Union Soviétique;
- Il n'y a pas de crise de jeunesse en Tchécoslovaquie : les problèmes sont autres, c'est-à-dire avant tout recouvrer la liberté intellectuelle;
- Dans l'hypothèse d'une libéralisation du régime, la Tchécoslovaquie s'orienterait vers un socialisme modéré.

Botschafter von Graffenried :

Zur Situation in Griechenland möchte ich lediglich ein paar tatbeständliche Hinweise anbringen :

1. Das gegenwärtige Regime sucht seine Führungsberichtigung aus den verworrenen Verhältnissen zur Zeit der früheren Regierung, verbunden mit der Bedrohung von links, herzuleiten.
   Es setzt sich die Herstellung besserer sozialer, wirtschaftlicher und ideeller Voraussetzungen, die zu einer wahreren Demokratie hinführen sollen, zum Ziel.
   Das Volk selbst ist traditionell und kirchenfreundlich eingestellt. Auf dem Lande leben die Griechen zudem noch sehr genügsam.
2. Griechenland gehört zum Westen. Er hat die Befreiung

dodis.ch/34580

vor 150 Jahren ermöglicht. Seither stand Athen lange Zeit unter dem Einfluss von London, Paris und Berlin. 1948 wurde dann die Truman-Doktrin verkündet, 1953 folgte der Einbezug in die NATO und 1962 die Assoziation mit der EWG.

3. Das gegenwärtige Regime fällt in eine Zeit der starken wirtschaftlichen Entwicklung. Es war auch geschickt genug, die Entwicklungspläne früherer Regierungen systematisch weiterzuführen. In den Fachministerien sitzen Technokraten von grossem Format.

   Wohl wirkte der erzwungene Austritt Griechenlands aus dem Europarat isolierend; gemildert wurde er indessen durch grosse wirtschaftliche Anstrengungen vor allem durch europäische Staaten.

4. Die neue Verfassung sieht eine gestraffte Demokratie mit monarchischer Spitze vor. Das Regime nimmt seit 1968 für sich in Anspruch, das in den Uebergangsbestimmungen enthaltene Ausnahmerecht in Kraft zu setzen, wenn immer die Situation es erfordere.

   Bezeichnend ist ferner der Umstand, dass es nie Anstrengungen unternahm, sich eine Partei oder sonst eine organisierte Gefolgschaft zu schaffen. Damit soll sein transitorischer Charakter dokumentiert werden. Bezüglich der Beziehungen zu USA und NATO : Bekanntlich die auf der Truman-Doktrin basierende US-Hilfe für die Lieferung schwerer Waffen suspendiert worden. Diese Suspension wurde ihrerseits 1970 aufgehoben. Neuerdings sind nun im amerikanischen Kongress Anstrengungen im Gange, diese Aufhebung der Suspension wieder rückgängig zu machen, was nicht zuletzt auf die Enttäuschung über die Führung der amerikanischen Botschaft in Athen zurückzuführen sein wird.

   Diese Wendung ist für Griechenland völlig überraschen eingetreten und die Reaktionen waren heftig. Jegliches

dodis.ch/34580

Junktim wird seitens Athen bestritten. Das Problem wird nun den Senat der USA beschäftigen. Immerhin ist eine Klausel vorgesehen, wonach dem amerikanischen Präsidenten freie Hand in extremis belassen werden soll.

Griechenland beruft sich in diesem Zusammenhang auf seine NATO-Mitgliedschaft sowie auf verschiedene den USA bilateral eingeräumte Facilitäten. Es vertritt die These, dass die NATO-Pflichten Allianzcharakter aufweisen, was auch eine Allianzhilfe bedinge. Im übrigen wird auf den Zustand von Stabilität hingewiesen, im Gegensatz zu den Verhältnissen in andern Mittelmeerstaaten.

5. Auf Ende 1971 wird der 5. Jahrestag der Revolution fallen. wobei eine Rede des Premier (der im übrigen nur selten spricht) zum weitern Kurs erwartet werden kann. Konkrete Schlussfolgerungen bezüglich dieses neuen Kurses sind zur Zeit allerdings nicht möglich. Viel wird von der künftigen Einstellung der USA abhängen. Mittlerweile bemüht sich Griechenland um eine Intensivierung der Kontakte insbesondere mit Jugoslawien Albanien und Bulgarien. Allerdings handelt es sich eher um längst fällige Normalisierungen als um Kursänderungen. Erwähnenswert in diesem Zusammenhang sind schliesslich Pattakos'Reisen nach Afrika und die Kontakte mit Spanien bezüglich einer koordinierten Mittelmeerpolitik.

M. l'Ambassadeur Marcionelli :

- La crise en Turquie est aiguë depuis une année environ; elle a sa source dans un anti-américanisme fondamental de la population (alors que le gouvernement est en revanche d'une parfaite loyauté envers les Etats-Unis);
- Le peuple turc est très nationaliste, passablement xénophobe et résolument hostile aux Grecs et aux Américains; M. Demirel, l'homme des Américains, n'a

dodis.ch/34580

jamais rien fait pour atténuer le sentiment anti-américain, en quoi il obéissait à ses préoccupations électorales;

- A la tête de la contestation se trouvent des groupes d'étudiants anarchistes formés en Syrie;
- Ces groupes ont réussi à désorganiser le pays momentanément avec des appuis extérieurs kurdes et syriens; leur action a culminé lors de l'assassinat du consul israélien à Istanbul;
- L'anti-américanisme s'accompagne paradoxalement d'un sentiment anti-communiste, car la Turquie reste un élément sûr en Europe orientale et un allié fidèle de l'OTAN.

PROBLEMES DE SECURITE ET DU DESARMEMENT

M. le Conseiller fédéral Pierre Graber : (cf annexe séparée

M. l'Ambassadeur Monfrini fait part des informations qu'il a recueillies à Bruxelles sur ce qui se passe à l'OTAN. Il indique que, lors de la Conférence de Lisbonne du Conseil de l'OTAN de juin 1971, l'article 16 du communiqué final de cette réunion fixe un programme succinct de conversations au sujet des MBFR (qui signifie Mutual and Balanced Force Reduction).

- Un représentant de l'OTAN aurait été désigné, il s'agirait de M. Brosio, qui devrait se rendre à Moscou pour discuter de cette question; on devrait être fixé sur les termes de son mandat avant la fin de cette année. Ce processus arrêté à Lisbonne indique une volonté de l'OTAN d'entrer dans le concret et trahit le souci de l'OTAN de ne pas chercher à faire traîner les choses

dodis.ch/34580

en longueur.

- Une réunion prochaine au sujet des MBFR est souhaitée par l'OTAN, qui souhaite également plein succès aux délibérations.
  Puis, M. Monfrini aborde le sujet du "questionnaire de l'OTAN". Il s'agit d'un questionnaire belge; car le Ministère des Affaires Etrangères belge est d'une fidélité quasi inconditionnelle à l'OTAN, cela explique pourquoi ce questionnaire peut être considéré comme un questionnaire de l'OTAN. Il a été remis par l'Ambassade de Belgique à Moscou au Gouvernement soviétique. Il comporte douze questions; les deux premières sont d'importance :
  1. Une réduction éventuelle s'appliquera-t-elle aux forces nationales et aux forces étrangères ou seulement aux premières citées ?
  2. Que faut-il entendre par "troupes étrangères" ?
- Le résultat de la démarche à Moscou et les réponses obtenues semblent être positifs car, pour la première fois, les Soviets ont été amenés à dire que la question sera examinée aussi bien sous l'angle des forces étrangères que sous celui des forces nationales. Le progrès le plus décisif concerne la définition du terme "forces étrangères" que les Russes semblent accepter comme étant : "Toutes forces n'appartenant pas à une nation", ce qui impliquerait que leurs troupes stationnées dans leurs différents satellites entreraient dans cette définition.

Botschafter Weitnauer :

Die Einstellung Londons gegenüber einer europäischen Sicherheitskonferenz und gegenüber den Vorschlägen bezüglich Truppenreduktionen ist skeptisch; allerdings gibt man zu, dass hierüber diskutiert werden kann. Nun aber zu

dodis.ch/34580

unserer eigenen Haltung : Der gesamte Problemkreis ist nicht weniger wichtig als derjenige der Integration. Denn er betrifft unsern gesamten Kontinent, und Lösungen sind ohne die Beteiligung der USA und der UdSSR nicht möglich.

Ich bin glücklich zu vernehmen, dass unserseits eine aktive Teilnahme sowie die Möglichkeit, Gastrecht zu gewähren, ins Auge gefasst worden sind. In Finnland und Oesterreich werden wir allerdings Konkurrenten erhalten. Da diese Staaten waffenlos sind, kann man sie, im Gegensatz zu den echten und selbstbewussten Neutralen Schweden und Schweiz, als "russische Neutrale" bezeichnen. Da mit einer ganzen Serie von Konferenzen zu rechnen sein wird, wird sich die Notwendigkeit einer Art permanenten Sekretariats ergeben. Die Schweiz sollte sich um seine Beherbergung bemühen, sie könnte hiefür einen traditionellen Treffpunkt anbieten. Sicherlich werden die Dinge in Bewegung bleiben, denn die Russen empfinden verständlicherweise ein Bedürfnis, sich im Westen abzusichern.

Die Schweiz hat auch ein grosses Interesse, sich in der Frage der Truppenverdünnung mit den andern Neutralen zu besprechen, um allenfalls auf eine gemeinsame Linie mit Oesterreich, und was schwieriger sein dürfte, mit Schweden zu kommen. Wenn es jedoch gelänge, mit der Grossmacht im Norden eine gemeinsame Sprachregelung zu finden, so würden auch wir im gesamteuropäischen Zusammenhang mehr Gewicht erhalten. Eine schweizerische Politik dieser Art würde seitens Frankreichs sicherlich begrüsst werden.

Es wäre ein Fehler, wenn wir nicht wenigstens den Versuch unternehmen würden, eine aktive Politik zu betreiben.

M. l'Ambassadeur Campiche regrette qu'on n'ait pu répondre quex questions qu'il avait posées lors de la dernière conférence des ambassadeurs. Il réalise que la conception de la détente est diamétralement opposée dans le "monde libre" et le "monde communiste". Pour le monde libre, la

dodis.ch/34580

détente a un but : la paix. Pour le monde communiste, c'est un moyen : la consolidation du statu quo en Europe. Les raisons qui poussent l'Union soviétique à relancer l'idée d'une conférence européenne de sécurité sont bien celles d'aboutir à la confirmation du statu quo.

- Accepter ce projet de conférence, n'est-ce pas accepter l'asservissement de la Tchécoslovaquie ? Alors, que fait la Suisse dans cette galère, se demande M. Campiche
- Le projet de la conférence européenne de sécurité a été relancé à Budapest au début de 1969, quelques mois donc après l'intervention de l'Union soviétique en Tchécoslovaquie.
- On peut même se demander si la Roumanie devait être envahie aujourd'hui par les Soviets, si malgré tout la conférence de sécurité ne pourrait pas être relancée !
- Il est impensable qu'un système collectif européen puisse amener une émancipation des satellites. L'URSS saurait toujours très bien, autour du tapis vert, faire la loi dans sa "famille".
- Selon une personnalité tchécoslovaque avec laquelle M. Campiche s'est entretenu, pour Moscou, la conférence reste la question principale en Europe aujourd'hui.
- On peut se demander alors ce que l'on obtiendrait ?
- Il est impensable que l'URSS accepte la liberté des idées.
- Il est irréaliste de croire qu'une proposition suisse sur le règlement pacifique des conflits puisse avoir une chance quelconque de succès.
- Selon la personnalité tchécoslovaque rencontrée, la propagande des membres du Pacte de Varsovie pour le projet de conférence européenne de sécurité ne serait pas très efficace à l'égard de Washington. Mais une propagande des petits Etats neutres, "naïfs", pourrait alors convaincre les Américains !

dodis.ch/34580

- Pour M. Campiche, le seul ciment véritable qui unit les pays de l'Est, ce sont les accords entre Partis communistes, tous contrôlés par une discipline de fer.
- Quant au désarmement, il n'y a aucune raison d'espérer que la Suisse ait un rôle plus actif; nous n'avons malheureusement pas de connaissances scientifiques et techniques suffisantes, que ce soit pour le désarmement nucléaire ou même conventionnel.
- Le désarmement intéresse au premier chef les ex-belligérants (OTAN - Pacte de Varsovie); pourquoi la Suisse désirerait-elle y participer ? N'y a-t-il pas un hiatus entre notre rôle durant la guerre et notre participation au désarmement et une incompatibilité foncière avec notre neutralité ? En conclusion, M. Campiche ne voit pas très bien comment la Suisse pourrait jouer un rôle efficace en restant fidèle à sa neutralité

M. l'Ambassadeur de Tribolet a vécu en Finlande et connaît assez bien quel respect de la neutralité les Soviets peuvent avoir. M. de Trib let est un grand admirateur de M. Weitnauer mais ne partage pas son idée de collaboration avec la Suède.

Botschafter Real :

Ich möchte Bezug nehmen auf das Votum von Herrn Campiche, dessen Ueberlegungen ich weitgehend teile. Er hat auf die Gefahren hingewiesen, welche mit einer aktiven Beteiligung an Projekten der Sowjetunion verbunden sind. Diese Gefahren beziehen sich auf unsere traditionelle Stellung in der Welt. Hiezu möchte ich aus dem Blickwinkel des afro-asiatischen Weltteils folgendes beifügen :

Die Bemühungen der UdSSR, Sicherheitssysteme aufzuziehen, sei es in Europa oder Asien, werden mit Misstrauen verfolgt. Die meisten der afrikanischen und asiatischen Länder sind der Auffassung, dass die russischen Bestrebungen einzig und allein der Absicherung in Europa dienen, um in Asien

dodis.ch/34580

grösseren Einfluss gewinnen zu können. Dem russisch-indischen Vertrag begegnen die antikommunistischen südasiatischen Staaten mit ausgesprochenem Misstrauen. Man wittert in ihm den Vorläufer eines kollektiven Sicherheitssystems, welches geeignet wäre, den kalten Krieg zwischen Moskau und Peking in den Raum des Indischen Oceans hineinzutragen. Die Sondierungen Indiens, weitere Verträge ähnlicher Natur abzuschliessen stiessen auf betonte Reserve.

Nun da China aus seiner Isolation herauszutreten und sich zu mässigen beginnt, will man zu einer "Containment-Politik" der UdSSR nicht Hand bieten. Es sollen im Gegenteil die Beziehungen zu China verbessert werden. Es besteht Einigkeit darüber, dass die UdSSR für China der Feind Nummer 1 ist und umgekehrt; man ist nicht gewillt, sich in die russischen Manöver einspannen zu lassen.

Aufgrund meiner Beobachtungen und Kontakte in Westafrika und Asien glaube ich sagen zu dürfen, dass die jungen afro-asiatischen Staaten der Schweiz gegenüber positiv eingestellt sind, sie bisweilen sogar bewundern. Dies beruht nicht auf unserer Uhrenproduktion oder auf unserem Bankenkontosystem, sondern in erster Linie auf der hohen Achtung vor unseren demokratischen Institutionen, auf der untadeligen Haltung unserer Behörden, auf unserer Unparteilichkeit und Neutralitätspolitik, auf der Bereitschaft auch, unsere guten Dienste jederzeit zur Verfügung zu stellen, kurz, auf unserer auf den Frieden ausgerichteten Politik.

Die Tatsache, dass wir der UNO nicht als Vollmitglied angehören, wird eher als Kuriosum gewertet, vielfach wird sogar dieser Umstand noch positiv gewürdigt.

Ich glaube deshalb nicht, dass wir mit einer grösseren Aktivität in Richtung Sicherheitskonferenz und Truppenabbau unsere Position in der Dritten Welt zu verstärken vermögen, es wird eher als ein Abweichen von unserer

dodis.ch/34580

traditionell neutralen Haltung missverstanden werden. Ich bin deshalb insofern mit Herrn Weitnauer einverstanden, wenn er sagt, die Schweiz müsse sich selbst treu bleiben. Sie muss es meiner Auffassung nach vermeiden, in irgendeiner Weise als Instrument irgendeiner Macht missbraucht zu werden oder doch diesen Eindruck zu erwecken. In diese Gefahr sollte sich unser Land nicht begeben.

M. l'Ambassadeur Würth :

Selon les idées exprimées à la Commission et autour d'elle, les efforts russes tendent surtout à contrer la consolidation de la Communauté et se sont renforcés surtout depuis que se précise l'entrée de la Grande-Bretagne.

Les Russes, selon les renseignements de M. Wurth, auraient l'intention de soulever les questions économiques à la conférence européenne de sécurité.

M. le Conseiller fédéral Graber remercie tout d'abord M. Campiche de son intervention et d'avoir ainsi apporté à la discussion l'antithèse dans un souci de logique dialectique.

- Vous regrettez de n'avoir pas obtenu de réponse aux objections que vous aviez émises l'année dernière; je dois avouer que vous n'en obtiendrez pas davantage aujourd'hui.

- Nous discutons d'un problème qui exige de l'intuition et, selon le tempérament plus ou moins pessimiste ou optimiste de chacun, le problème se colore différemment.

- Les vues exprimées par M. Campiche sont quasiment désespérées et conduisent tout droit à une totale résignation; cela signifie le maintien du rideau de fer, du mur de Berlin

- Le groupe de travail du Département politique qui s'occupe depuis des mois de la Conférence de sécurité et se "croche" à ces problèmes n'est pas composé de poètes, mais de réalistes qui connaissent toute la gamme des

dodis.ch/34580

opinions et des prises de position qui en tiennent compte, mais néanmoins se refusent à croire que neutralité est synonyme d'abstention totale.

M. Graber pense que cette résignation est une attitude un peu trop commode , même un peu lâche si, dès l'instant où il y a un rôle à jouer, nous n'y allons pas.

- Il faut savoir prendre des risques, car M. Graber se refuse à accepter que l'on puisse déboucher sur une politique de passivité totale. Cette politique est un pari à long terme qui nous incite à sortir de notre coquille.

M. Graber comprend qu'un séjour prolongé dans un pays de l'Est incline au pessimisme et que l'on ne peut rassurer quelqu'un qui a vécu derrière le rideau de fer; ici, naturellement dit M. Graber, nous sommes plus optimistes que ceux qui vivent dans le climat lourd et opaque de l'Est.

- Dans ce dilemme entre "optimisme" et "pessimisme", la seule option compatible avec notre prestige et notre neutralité est une vue prudente vers une certaine amélioration de la situation, vers la détente.

- Il est raisonnable en effet de penser qu'en dépit des difficultés un certain espoir d'arriver à un contact, notamment sur le plan culturel - petite lucarne ouverte, dit M. Graber - existe.

- C'est peut-être une vue prudente, un espoir d'ouverture limité, mais il n'y a pas d'autre option; sinon, il vaut mieux ne rien entreprendre et déposer les armes.

- Enfin M. Graber caractérise brièvement le déroulement de la conférence, remercie les participants de l'intérêt constant qu'ils ont manifesté et de la richesse d'informations dont chacun a ainsi pu bénéficier, et lève la séance.